



Table des matières

Introduction	2
Rapport de la Commission de placement	3 - 4
Rapport autorisé pour la publication par FUNDO Research	5 – 17
Comptes d'exploitation & bilan selon RPC26	18 - 20
Annexe selon méthode RPC26	21 – 36
Rapport de l'organe de contrôle	37 - 38



Rapport annuel 2015

Abandon du taux plancher par la BNS

L'année 2015 a une nouvelle fois été très compliquée pour les Caisses de Pensions. En effet, le 15 janvier, la BNS annonçait avec surprise l'abandon du taux plancher de 1.20 pour un euro. Cette décision a pris de cours de nombreuses caisses de pensions dont la nôtre qui avaient été rassurées à de nombreuses reprises par les déclarations de soutien inconditionnel à ce taux par les dirigeants de la BNS. L'impact de cette annonce fut un décrochage immédiat de plus de 10% du SMI et une perte massive sur les taux de changes. La perte comptable à la fin janvier était de plus de 3%. Une fois de plus il aura fallu un grand sang froid pour ne pas paniquer et rester investi puisque le SMI finissait finalement l'année à un niveau légèrement en dessous de celui du début de l'année.

Problème des taux négatifs

Afin de dévaluer le CHF de manière plus naturelle, la BNS a par la même occasion décidé de baisser les taux et d'introduire des intérêts négatifs dans une marge de -0.25% à -1.25%. Le rendement des avoirs déposés à la BNS est descendu à -0.75% à la fin 2015 créant une difficulté supplémentaire pour la gestion de nos liquidités. Le but de ces taux négatifs est de décourager l'afflux de capitaux étrangers investissant en CHF et de forcer les institutionnels suisses à investir en monnaie étrangère sans couvrir le CHF. Cette politique semble porter ses fruits puisque le CHF s'est maintenu à un taux d'environ 1.10 contre l'euro. Cette tactique crée par contre un gros problème pour les caisses de pensions. Pour garantir le taux minimal LPP et le taux technique qu'ils doivent réaliser, les institutionnels sont contraints par la BNS de prendre de plus en plus de risques sur le placement de leur fortune avec comme corolaire à cet afflux d'argent vers ces actifs risqués, un rendement qui devient de moins en moins intéressant et le risque de la création de bulles. Par exemple, des assureurs achètent aujourd'hui des immeubles en Suisse avec des rendements inférieurs à 2% ce qui nous promet un futur compliqué pour la gestion de nos caisses de pensions.

Diminution du taux technique

Il est donc important d'anticiper au maximum cette diminution de la rentabilité de la fortune. PRESV a depuis toujours joué d'une grande prudence par rapport aux risques futurs tout d'abord en adoptant des taux techniques bien inférieurs à la branche puisque notre taux qui était de 3% depuis 2004 est passé à 2.5% en 2014 puis à 1.5% cette année, mais aussi grâce à une évaluation prudente de notre parc immobilier qui a subi cette année une nouvelle dévaluation de près de 4.5%. Avec ces ajustements, nous pouvons être un peu plus sereins pour affronter les défis qui nous attendent ces prochaines années. Par contre toutes ces mesures ont forcément eu un impact sur notre degré de couverture qui reste tout de même bon puisqu'il se monte à 108.88% à la fin 2015.

Administration

Nous souhaitons une nouvelle fois remercier le personnel administratif de PRESV qui fait preuve de dynamisme et de souplesse dans la gestion quotidienne des affaires de notre fondation. Nos remerciements vont également aux membres du Conseil de Fondation, de la commission de placement et de la commission immobilière qui se sont réunis à de très nombreuses reprises pour prendre les décisions les plus adéquates pour le futur de notre caisse de pensions.

Le Président :

Hugo Burgener

Le Directeur :

Christian Zufferey



L'année écoulée a été caractérisée par plusieurs incertitudes et surprises. L'annonce de la BNS, à la mi-janvier déjà, de l'abandon du taux plancher EUR/CHF, la quasi faillite grecque, le ralentissement de la croissance chinoise, le retardement de la hausse des taux américains ainsi que le manque de dynamisme européen ont fortement influencé les marchés financiers en 2015.

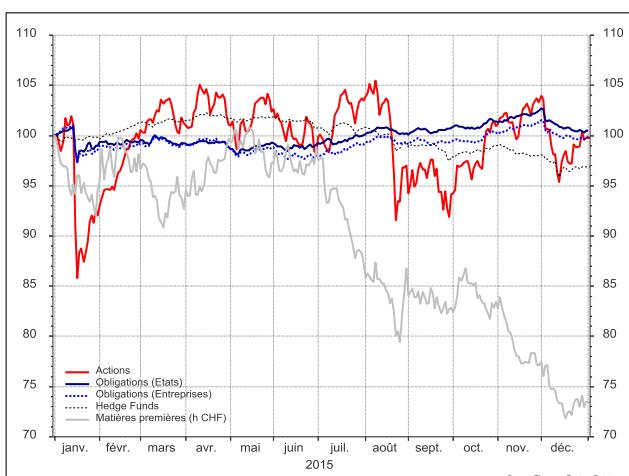
Evolution irrégulière des marchés boursiers

Tout au long de 2015, les marchés boursiers ont reflété les aléas de l'économie mondiale au travers d'une évolution irrégulière. Les performances des actions affichent des disparités marquées entre les régions. Les actions japonaises en monnaie locale ont très bien performé pour atteindre +10.96%, alors que les actions des pays émergents finissent dans le rouge à -14.82%. Globalement, le marché mondial termine légèrement en retrait à -0.25%. Le mois d'août a été le plus pénalisant avec une chute de près de 6.5% des bourses mondiales alors que le mois d'octobre a été le plus bénéfique avec une hausse de 10% environ. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces mouvements agités : les annonces de mesures extraordinaires par les banques centrales, le manque de dynamisme de l'économie européenne, le ralentissement de la croissance chinoise et, pour terminer, la reprise « retardée » des Etats-Unis.

Taux bas et emprunts obligataires

Au niveau financier, les emprunts obligataires, peu attractifs en raison de rendements au plancher, ont encore profité cette année, sauf aux Etats-Unis, de baisses de taux supplémentaires (hausses de cours). Les taux d'intérêts sont en effet maintenus au plus bas par les banques centrales, afin de soutenir l'économie et de relancer les investissements. En Suisse, l'implémentation des taux d'intérêts négatifs par la BNS en début d'année a entraîné les taux des emprunts de la Confédération dans le négatif pour toutes les durées jusqu'à 10 ans d'échéance.

Performances des marchés financiers



Aux Etats-Unis par contre, la hausse des taux, attendue en septembre en raison d'une économie clairement en reprise et d'un taux de chômage en forte baisse, a finalement eu lieu à la mi-décembre seulement.

Une croissance variable

La croissance mondiale s'est poursuivie en 2015 à un rythme modéré d'environ 3.1%. La progression des pays émergents, estimée à environ 4% contre 4.8% attendus, a surpris négativement alors que les pays développés ont progressé d'environ 2%. Les pressions déflationnistes sont restées importantes avec une demande modérée (croissance mondiale assez moyenne) et une offre abondante (capacités de production élevées, chômage important).

La reprise américaine a marqué le pas au premier trimestre 2015. La solidité de l'emploi, le bas niveau des taux d'intérêts et l'amélioration du secteur immobilier ont favorisé la consommation. Cependant, l'appréciation du dollar et la morosité des économies émergentes ont fragilisé les exportations et les investissements, pénalisant la croissance qui atteint tout de même 2.5% pour l'année.

En Europe, la situation s'est très modestement améliorée, avec une croissance de 1.5% pour 2015. La politique expansionniste de la Banque Centrale Européenne, la faiblesse de l'euro ainsi que le prix bas du pétrole ont contribué positivement à cette légère reprise.

La Suisse, de son côté, a été fortement secouée par l'appréciation du franc. Ce brusque renchérissement a entraîné un ralentissement conséquent de sa conjoncture. La croissance a atteint 1%. Pénalisante pour les exportations, l'abolition du cours plancher a soutenu d'une certaine manière la consommation des ménages et des entreprises. Rester compétitif sur le marché international représente un défi considérable pour les entreprises basées en Suisse. Une amélioration des bénéfices est cependant attendue pour 2016, lorsqu'elles auront digéré le choc.

L'écart de croissance entre pays émergents et développés a atteint 2%, soit son niveau le plus faible depuis 2000. Ceci illustre l'étouffement des économies en développement dans un environnement où leur principal partenaire commercial, la Chine, se trouve en mauvaise posture. Il démontre également les défis structurels auxquels ces économies doivent faire face, à savoir, excès d'investissement, surendettement et dégradation des finances.

Ce sont les producteurs de matières premières qui ont été les plus affectés, conséquence de la forte baisse des cours du pétrole et des métaux industriels.



La croissance restera modérée en 2016, sans grande surprise. Elle devrait se poursuivre à un rythme d'environ 3.3% contre 3.1% pour cette année. L'activité continuera à bénéficier des politiques de relance des banques centrales, de l'amélioration des fondamentaux et des politiques budgétaires généralement moins restrictives.

Pays développés et pays émergents

Les pays développés continueront sur le même rythme de croissance qu'en 2015, à savoir environ 2.1%, alors que les pays émergents devraient afficher un bilan à nouveau plus favorable pour atteindre environ 4.4%. L'effet négatif des matières premières devrait graduellement s'estomper. De nombreuses économies bénéficieront de la dépréciation de leur monnaie. Les problèmes fondamentaux qui pénalisent actuellement le cycle économique (endettement élevé, excédent des capacités de production) affectent une majorité de pays. Les efforts de relance des économies et les taux d'intérêts resteront au premier plan des préoccupations.

Faible inflation anticipée pour l'année à venir

Les pressions déflationnistes sur les prix demeurent plus nombreuses que les risques d'inflation. La continuité des politiques accommodantes de la majorité des banques centrales, les taux bas ou négatifs ainsi que les injections de liquidités auront comme effet de contre-carrer les pressions déflationnistes.

Dans la zone euro, la croissance devrait atteindre 1.5% à 1.7%. En effet, l'amélioration de l'emploi amènera un soutien à la conjoncture alors que la dépréciation de l'euro et la chute du prix du pétrole auront moins d'impact sur la reprise. La banque centrale maintiendra ses taux au plancher afin de relancer son économie et combattre les pressions déflationnistes.

Aux Etats-Unis, l'économie devrait évoluer aux environs de 2.5%. La consommation restera soutenue, par contre une accélération est peu probable en raison du recours au crédit qui demeure prudent.

Le ralentissement de la Chine devrait persister. Tant que son modèle économique sera en mutation, d'une économie dépendant essentiellement des investissements et des exportations à davantage de consommation, cette tendance devrait perdurer.

En 2016, l'économie suisse pourrait regagner un peu de vigueur grâce à l'amélioration de la conjoncture en Europe. La cherté du franc et les inquiétudes quant à l'emploi pourraient cependant encore peser sur le pronostic de l'activité helvétique.

Marchés boursiers plus volatils

Globalement, les marchés boursiers devraient rester sur une tendance porteuse. La reprise, bien que modérée, et les politiques de relances des banques centrales, devraient profiter aux actions, toujours plus attrayantes que les obligations, plombées, elles, par des rendements extrêmement bas.

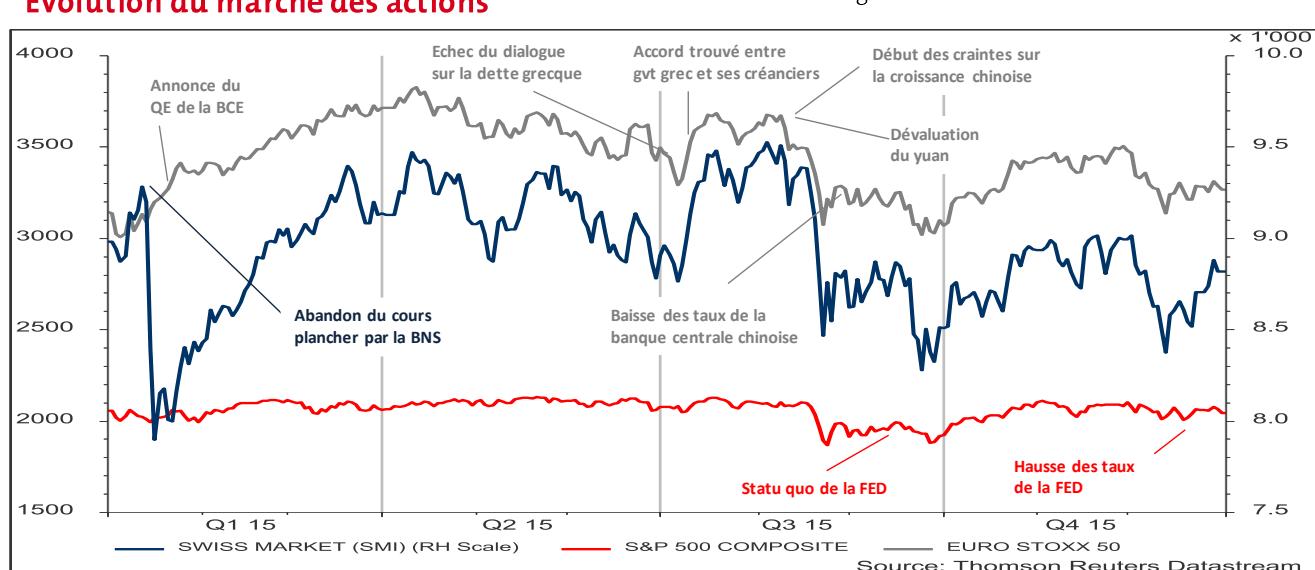
Toutefois, le potentiel devient moins important et la tendance plus graduelle et irrégulière. Les incertitudes sur la conjoncture des économies émergentes ainsi que la faible progression des bénéfices des entreprises, pénalisées par les pressions déflationnistes, conduiront vraisemblablement à une augmentation de la volatilité des cours boursiers.

Les placements obligataires n'offrent que peu d'intérêt, avec des rendements faibles voire négatifs.

La croissance chinoise et les pressions déflationnistes seront des facteurs à suivre de près afin de profiter au mieux des corrections et des aléas des marchés.

Sion, le 31 décembre 2015

BCVs Asset Management



1

Tableau présentant en termes absolus et relatifs l'allocation effective par catégorie d'actifs de la fortune gérée en date du 31 décembre 2015. Pour chacune des catégories d'actifs figurent en outre les chiffres correspondant à la stratégie arrêtée et aux marges de fluctuation ad hoc. Les valeurs de la colonne intitulée «Delta» mesurent la différence entre allocations effective et stratégique.

01

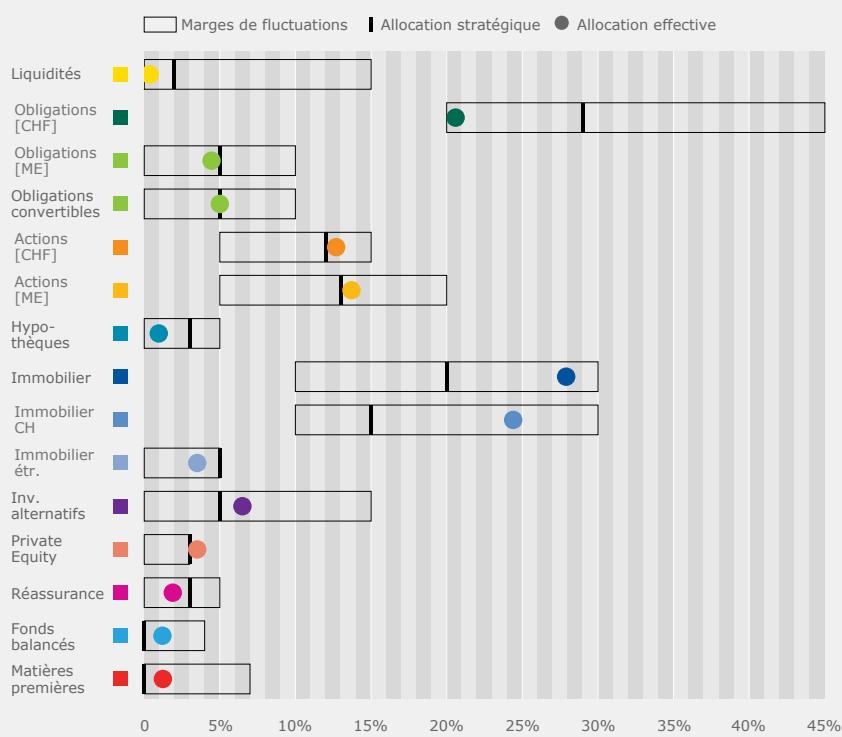
Allocation globale Répartition par catégorie d'actifs

		Valeurs 31.12.15	Allocation effective	Allocation stratégique	Marges	Delta
Liquidités	■	4'235'574	0,36%	2,00%	0-15%	-1,64%
Obligations [CHF]	■	241'588'460	20,59%	29,00%	20-45%	-8,41%
Obligations [ME]	■	52'287'595	4,46%	5,00%	0-10%	-0,54%
Obligations convertibles	■	58'720'925	5,01%	5,00%	0-10%	0,01%
Actions [CHF]	■	148'890'290	12,69%	12,00%	5-15%	0,69%
Actions [ME]	■	160'815'736	13,71%	13,00%	5-20%	0,71%
Hypothèques	■	11'251'993	0,96%	3,00%	0-5%	-2,04%
Immobilier	■	327'356'026	27,90%	20,00%	10-30%	7,90%
Immobilier CH	■	286'186'757	24,39%	15,00%	10-30%	9,39%
Immobilier étr.	■	41'169'268	3,51%	5,00%	0-5%	-1,49%
Inv. alternatifs	■	76'214'544	6,50%	5,00%	0-15%	1,50%
Private Equity	■	41'082'768	3,50%	3,00%	0-3%	0,50%
Réassurance	■	22'183'737	1,89%	3,00%	0-5%	-1,11%
Fonds balancés	■	14'087'744	1,20%	0,00%	0-4%	1,20%
Matières premières	■	14'514'671	1,24%	0,00%	0-7%	1,24%
		1'173'230'062	100,00%	100,00%		

Représentation graphique des données chiffrées figurant dans le tableau précédent. Le graphique met en évidence les écarts entre allocations effectives et stratégiques et permet de vérifier si ceux-ci sont compatibles avec les marges de fluctuations fixées pour chacune des catégories d'actifs.

02

Structure par catégorie d'actifs Portefeuille, stratégie et marges de fluctuation



2

Graphique présentant l'évolution au cours des douze derniers mois de la répartition de la fortune gérée par catégorie d'actifs.

L'introduction de la dimension temporelle permet de déceler si l'inadéquation mise en évidence dans le graphique précédent est accidentelle ou chronique.

03

Evolution de la structure sur 12 mois
Répartition par catégorie d'actifs

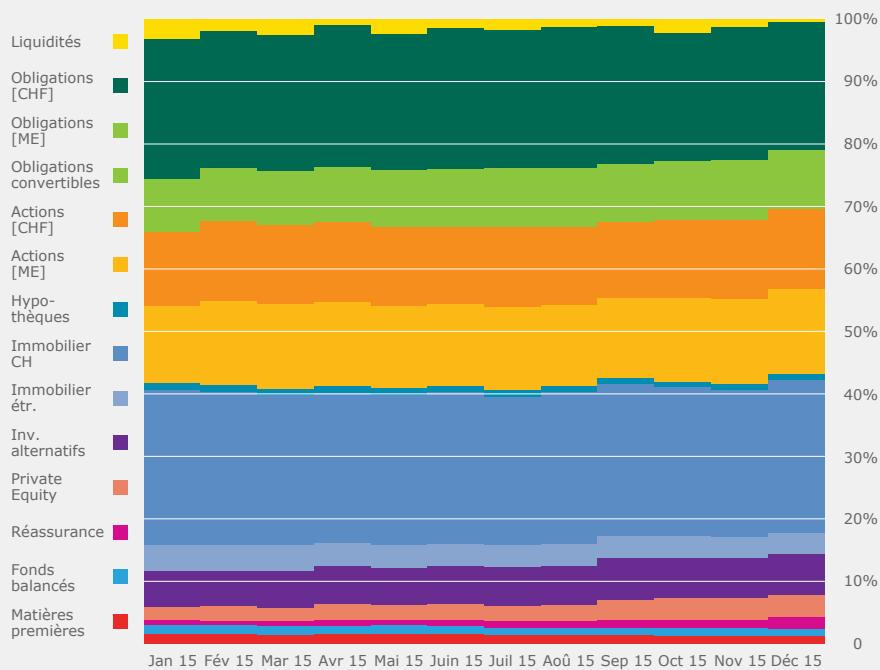


Tableau récapitulatif à vocation comparative dans lequel sont consignés des indicateurs de performance à court, moyen et long termes et des mesures de risque standard. La partie supérieure du tableau détaille les performances globales du portefeuille, toutes catégories d'actifs confondues, pour les comparer aux performances de l'indice synthétique qui réplique les options stratégiques consignées dans le tableau 1.

Dans la partie inférieure du tableau figurent les mêmes indicateurs, déclinés cette fois-ci par catégorie d'actifs. Chaque catégorie d'actifs est évaluée à l'aune d'un «benchmark» représentatif de l'univers d'investissement considéré.

Analyse comparative

	Performance						
	Décembre 2015	2015 [YtD]	12 mois	Depuis 01.01.00	Annual. (00-15)	Meilleur mois	Mois positifs
Portefeuille	■ -1,30%	0,63%	0,63%	56,75%	2,85%	2,95%	67,71%
Stratégie	■ -1,63%	1,77%	1,77%	65,57%	3,20%	2,93%	71,35%

	Risque						
	Volatilité (00-15)	Volatilité 12 mois	Ratio de Sharpe*	Moins bon mois	Drawdown maximal	Corrél.	Bêta
Portefeuille	■ 3,79%	6,04%	-0,04	-4,68%	-15,52%	0,96	0,96
Stratégie	■ 3,76%	6,32%	0,05	-4,44%	-14,76%		

	Performance					Risque	
	Décembre 2015	2015 [YtD]	12 mois	Depuis 01.01.00	Annual. (00-15)	Volatilité 12 mois	Ratio de Sharpe*
Liquidités	■ 2,80%	-9,77%	-9,77%	7,52%	0,45%	11,17%	-0,78
¹ CGBI CHF 3M Euro Dep. TR		-0,08%	-0,90%	-0,90%	15,64%	0,91%	0,08% -4,59
Obligations [CHF]	■ -0,82%	-0,03%	-0,03%	65,35%	3,19%	2,21%	0,09
² SBI® AAA-BBB TR		-1,63%	1,77%	1,77%	77,08%	3,64%	3,25% 0,21
Obligations [ME]	■ -3,32%	-5,17%	-5,17%	31,42%	1,72%	10,11%	-0,20
³ Bcls Global Agg (CHF)		-2,10%	-2,44%	-2,44%	29,13%	1,61%	10,33% -0,17
Obligations convertibles	■ -2,59%	-0,46%	-0,46%	⁴ -0,46%	⁵ -0,46%	12,38%	-0,28
TR Convertibles Global (CHF) TR		-3,28%	-1,38%	-1,38%	-1,38%	13,64%	-0,32
Actions [CHF]	■ -0,90%	4,79%	4,79%	84,00%	3,88%	16,46%	0,06
SPI TR		-1,51%	2,68%	2,68%	81,03%	3,78%	17,20% 0,05
Actions [ME]	■ -3,56%	-0,13%	-0,13%	-33,08%	-2,48%	16,86%	-0,32
⁶ MSCI AC World ex CH (CHF) NR		-4,47%	-1,73%	-1,73%	-0,63%	-0,04%	19,26% -0,17
Hypo-théques	■ 0,15%	3,43%	3,43%	22,30%	1,27%	4,61%	-0,46
⁷ SBI® Dom AAA-A 1-3 TR		-0,60%	0,33%	0,33%	53,14%	2,70%	0,87% -0,47
Immobilier	■ -0,82%	2,51%	2,51%	114,82%	4,90%	2,73%	1,10
		0,84%	0,84%	0,84%	111,32%	5,09%	1,28
Immobilier CH	■ -1,38%	2,25%	2,25%	⁴ 2,25%	⁵ 2,25%	3,21%	-0,24
KGAST Immo-Index		1,02%	5,80%	5,80%	5,80%	0,69%	4,07
Immobilier étr.	■ 3,12%	3,76%	3,76%	⁴ 3,76%	⁵ 3,76%	7,30%	0,10
EPRA/NAREIT Dev H (CHF) TR		0,32%	0,94%	0,94%	0,94%	12,66%	-0,16
Inv. alternatifs	■ -0,20%	3,56%	3,56%	⁸ 2,05%	⁹ 0,14%	3,75%	-0,44
¹⁰ HFRX GHFI H (CHF)		-1,56%	-5,31%	-5,31%	-31,44%	-2,49%	4,51% -0,41
Private Equity	■ 0,06%	3,85%	3,85%	⁴ 3,85%	⁵ 3,85%	7,60%	0,11
Cust. LPX50 (RI)		-6,46%	9,45%	9,45%	9,45%	19,02%	0,34
Réassurance	■ 0,27%	2,04%	2,04%	⁴ 2,04%	⁵ 2,04%	0,80%	-1,20
Swiss Re CAT BI H (CHF) H TR		-0,12%	2,94%	2,94%	2,94%	1,90%	-0,03

4

04

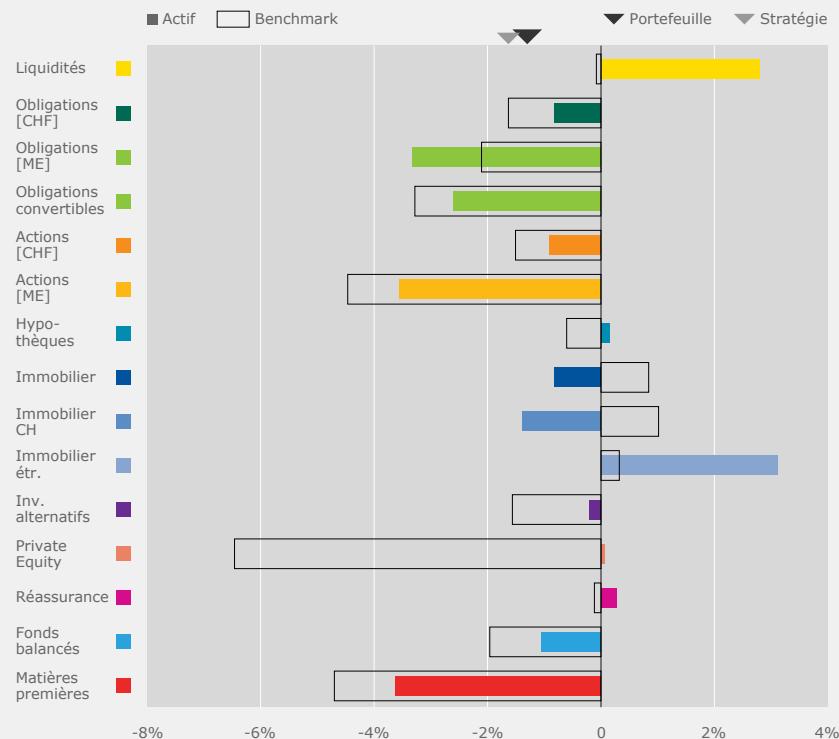
	Performance					Risque	
	Décembre 2015	2015 [YtD]	12 mois	Depuis 01.01.00	Annual. (00-15)	Volatilité 12 mois	Ratio de Sharpe*
Fonds balancés	-1,04%	-5,22%	-5,22%	⁴ -5,22%	⁵ -5,22%	4,12%	-1,99
LPP-25	-1,96%	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%	5,97%	-0,42
Matières premières	-3,63%	-24,15%	-24,15%	⁴ -24,15%	⁵ -24,15%	11,99%	-2,26
RICI H (CHF) TR	-4,70%	-26,55%	-26,55%	-26,55%	-26,55%	18,31%	-1,61

* $r_f = 3\%$ ¹ SBWMSF3L CHF jusqu'au 31.12.2014 ² SBI® Domestic TR jusqu'au 31.12.2007
³ SBWGNSZU CHF jusqu'au 31.12.2014 ⁴ depuis 01.2015 ⁵ annualisé (2015) ⁶ MSCI World ex Switz. (CHF) jusqu'au 31.12.2014 ⁷ Hypothèques BCV VS jusqu'au 31.12.2014 ⁸ depuis 01.2001
⁹ annualisé (2001-2015) ¹⁰ Tremont Inv. TR (CHF) jusqu'au 31.12.2009

Représentation graphique des performances mensuelles, globales et catégorielles, du portefeuille. Les curseurs qui occupent la partie supérieure du graphique mesurent les performances mensuelles du portefeuille et de son «benchmark». Les performances propres à chacune des catégories d'actifs ainsi que celles de leurs «benchmarks» représentatifs sont détaillées dans le corps du graphique.

05

Performances décembre 2015 par catégorie d'actifs

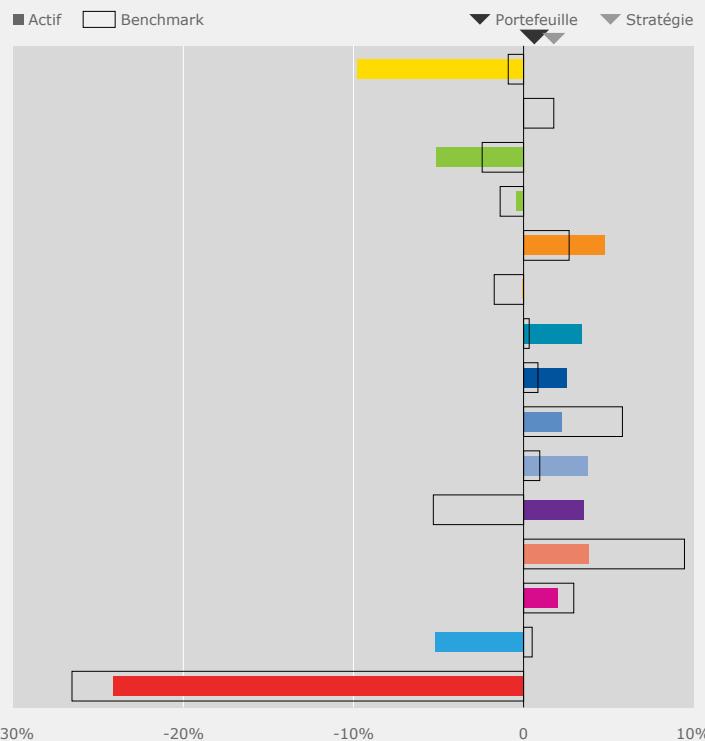


5

Représentation graphique des performances mensuelles, globales et catégorielles, du portefeuille. Les curseurs qui occupent la partie supérieure du graphique mesurent les performances mensuelles du portefeuille et de son «benchmark». Les performances propres à chacune des catégories d'actifs ainsi que celles de leurs «benchmarks» représentatifs sont détaillées dans le corps du graphique.

06

Performances Year to Date par catégorie d'actifs



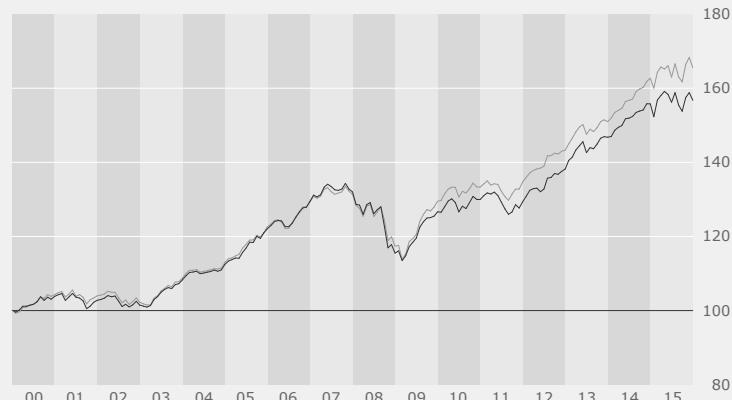
6

Evolution de la performance cumulée du portefeuille depuis l'origine et comparaison avec un indice synthétique représentatif des options stratégiques arrêtées en matière de répartition par catégorie d'actifs. Ces options sont susceptibles d'être revues d'année en année avec pour conséquence la modification au cours du temps des poids relatifs des composantes de l'indice synthétique.

07

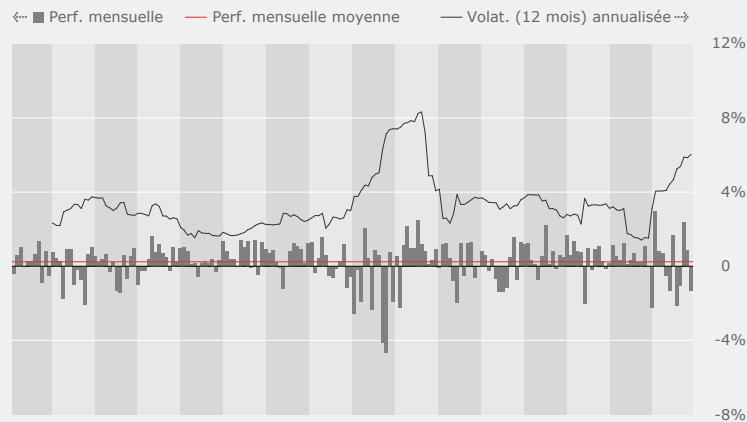
Performance cumulée du portefeuille (31.12.1999 = 100)

— Portefeuille — Stratégie



08

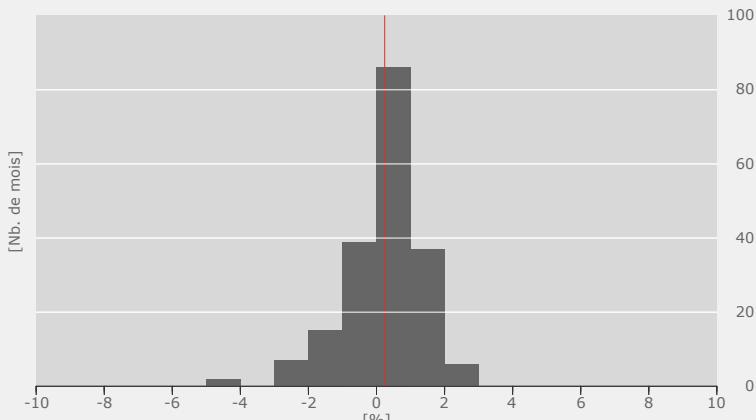
Performances mensuelles du portefeuille et mesures de volatilité



09

Distribution des performances mensuelles du portefeuille depuis l'origine

— Perf. mensuelle moyenne



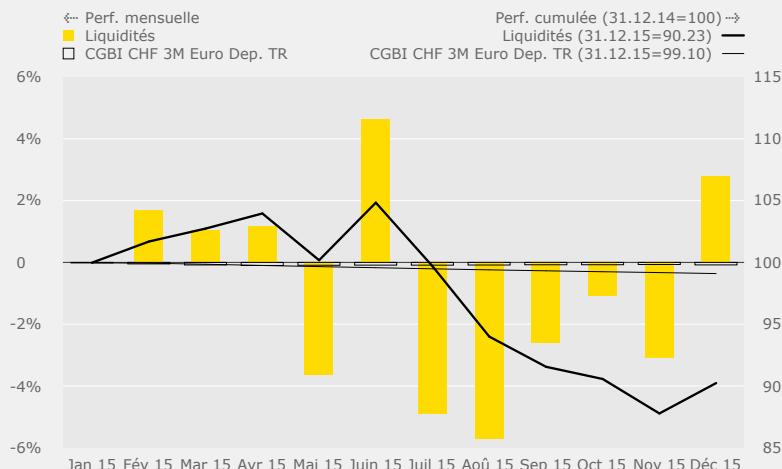
10

7

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en liquidités. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le CGBI WMMI Switzerland (Total Return), calculé en francs suisses.

10

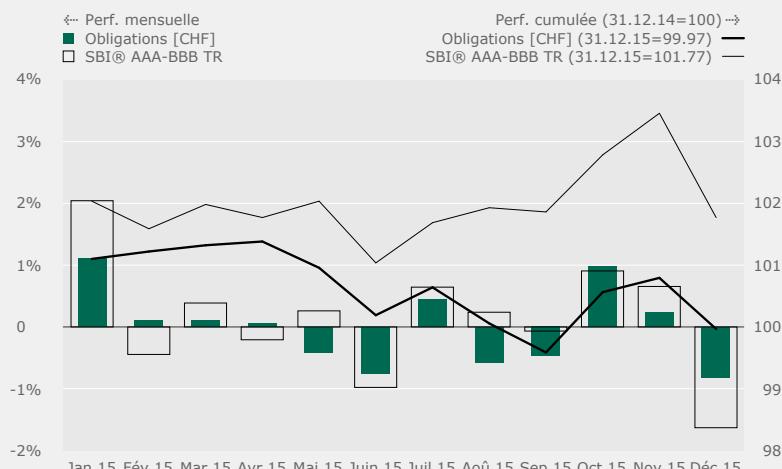
Performance Liquidités



Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en obligations en francs suisses. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le Swiss Bond Index AAA-BBB (Total Return), calculé en francs suisses et publié par la bourse suisse.

11

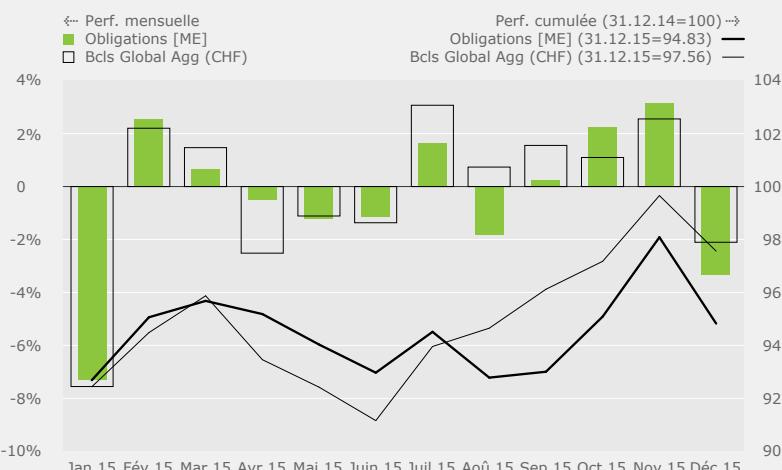
Performance Obligations en francs suisses



Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en obligations en monnaies étrangères. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le Barclays Global Aggregate Index (Total Return), calculé en francs suisses.

12

Performance Obligations en monnaies étrangères

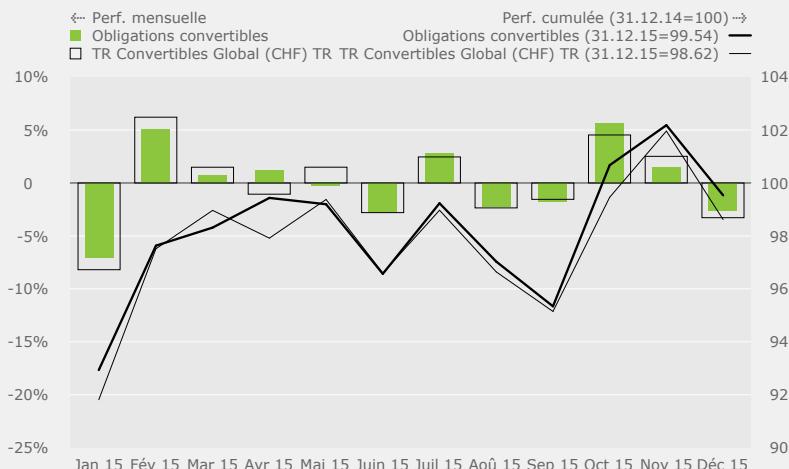


8

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en obligations convertibles. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le Thomson Reuters Convertibles Global (Total Return), calculé en franc suisses.

13

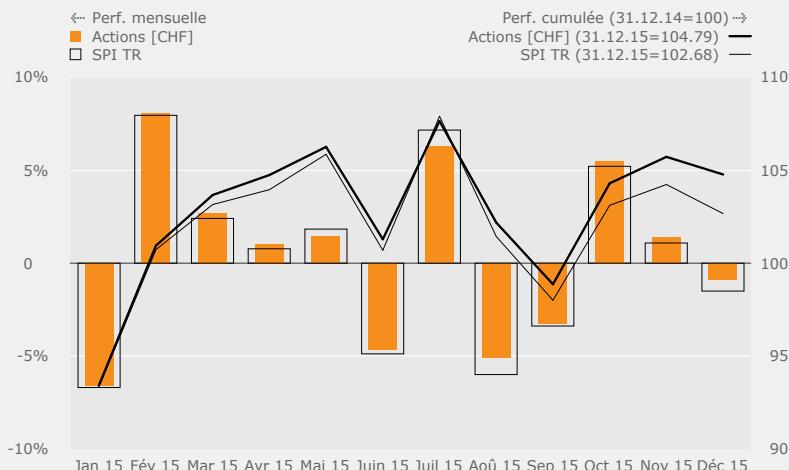
Performance Obligations convertibles



Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en actions en francs suisses. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le Swiss Performance Index (Total Return), calculé en francs suisses et publié par la bourse suisse.

14

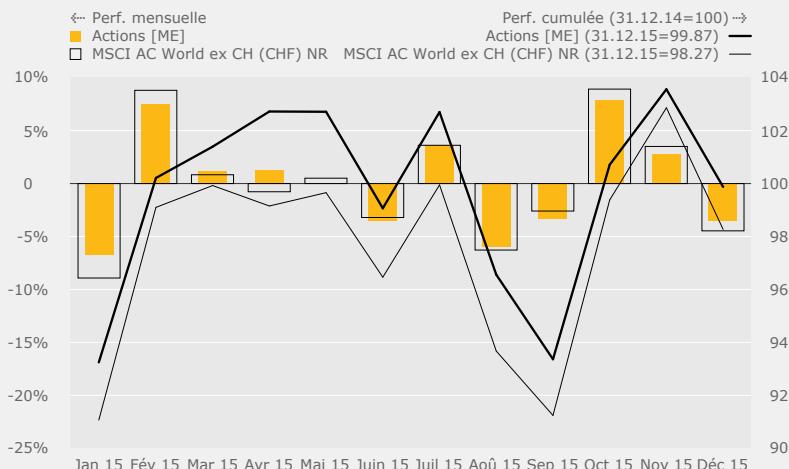
Performance Actions en francs suisses



Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en actions en monnaies étrangères. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le MSCI AC World ex Switz. (Net Return), calculé en francs suisses.

15

Performance Actions en monnaies étrangères

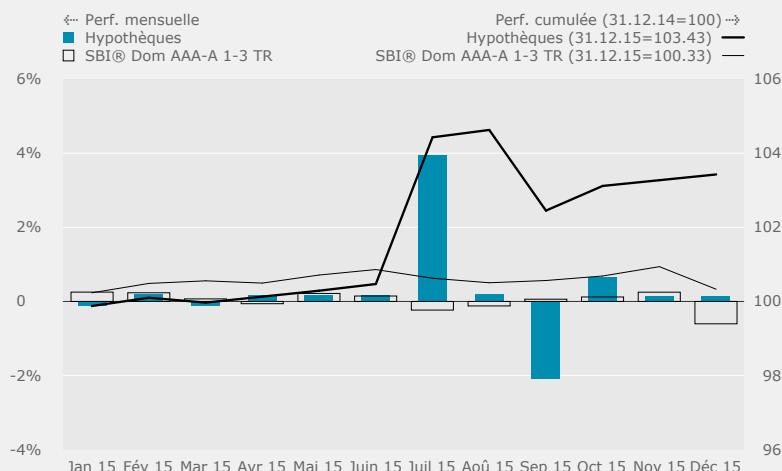


9

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie dans les hypothèques. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le Swiss Bond Index Domestic AAA-A 1 à 3 ans (Total Return), calculé en francs suisses et publié par la bourse suisse.

16

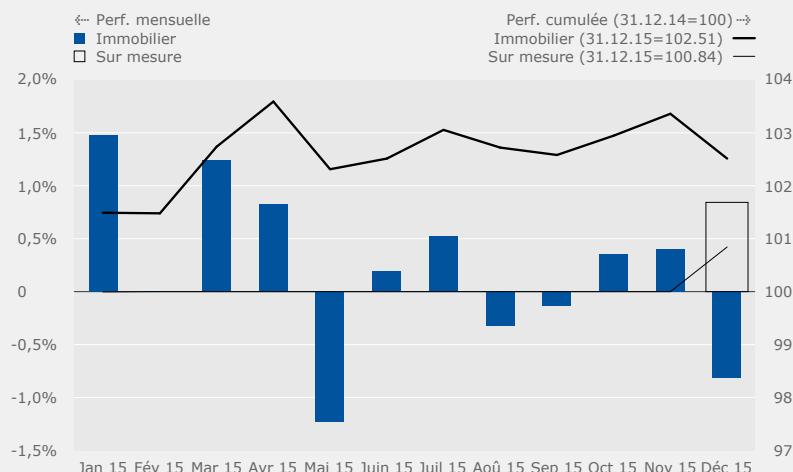
Performance Hypothèques



Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie dans l'immobilier. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées.

17

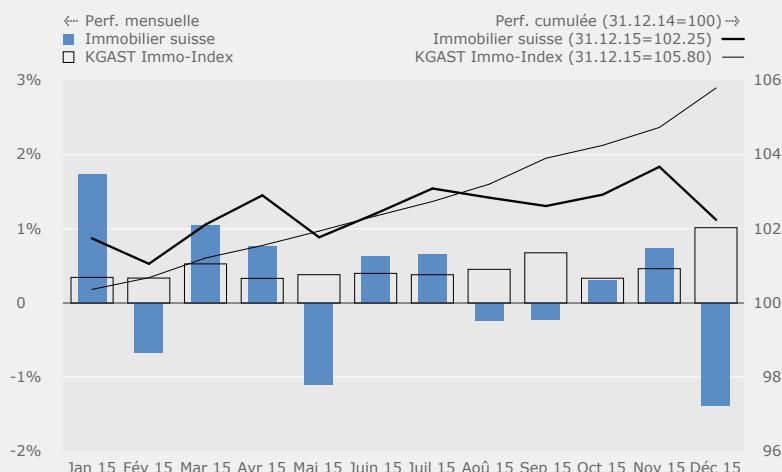
Performance Immobilier



Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie dans l'immobilier en francs suisses. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le KGAST Immo-Index, calculé en francs suisses.

18

Performance Immobilier en francs suisses

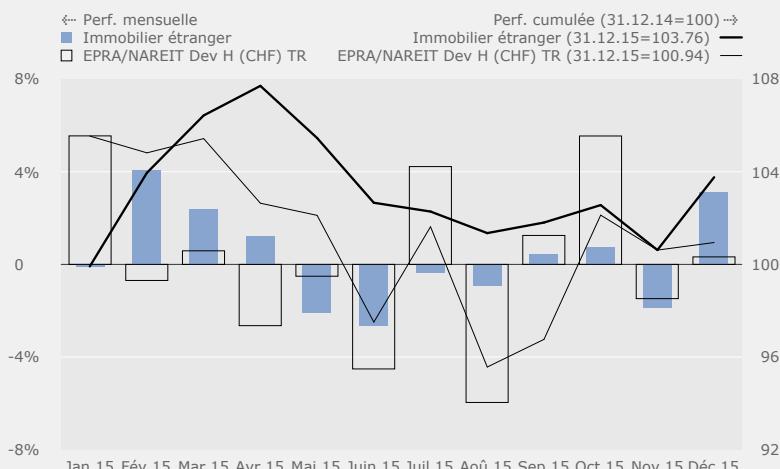


10

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie dans l'immobilier à l'étranger. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le FTSE EPRA/NAREIT Global (Total Return), hedgé en francs suisses.

19

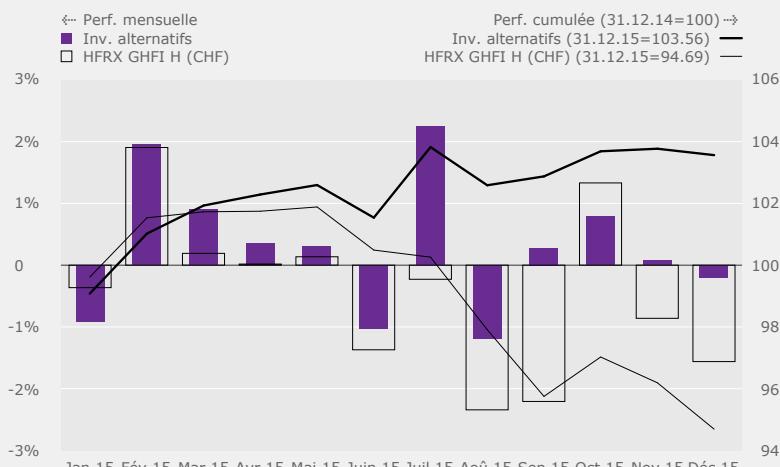
Performance Immobilier étranger



Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie dans des fonds alternatifs. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le HFRX Global Hedge Fund Index, hedgé en francs suisses.

20

Performance Investissements alternatifs

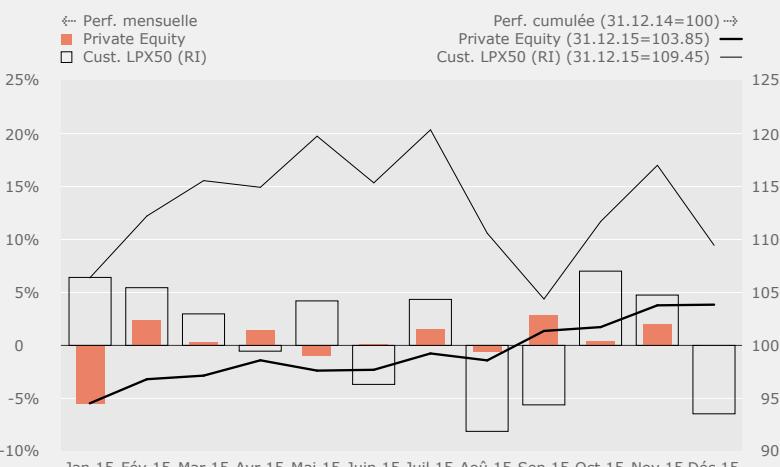


Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en Private Equity. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées.

Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le LPX50 (RI) + LIBORCHF1M ./ LIBOREUR1M.

21

Performance Private Equity

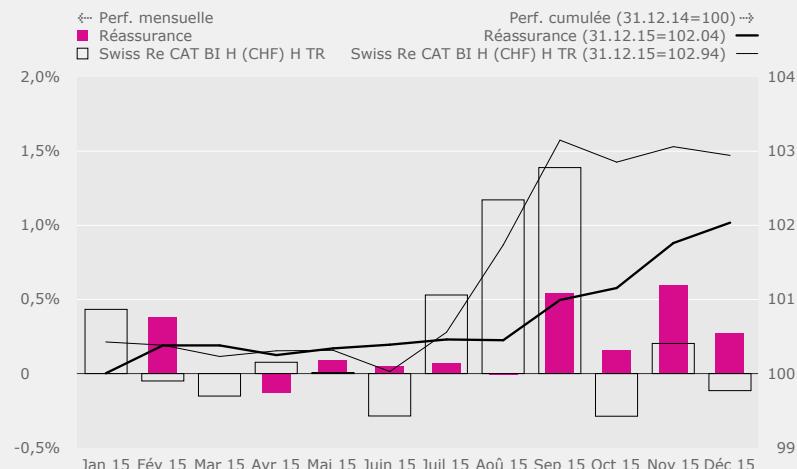


11

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie dans la réassurance. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le Swiss Re CAT Bond Index (Total Return), hedged en francs suisses.

22

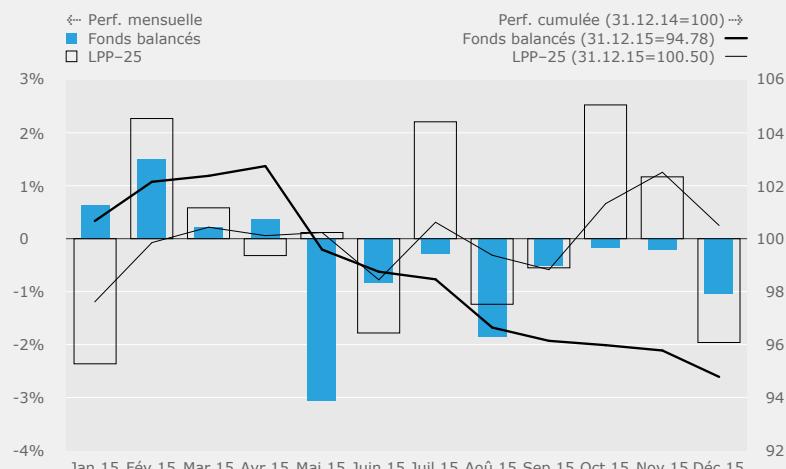
Performance Réassurance



Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en fonds balancés. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le LPP-25, calculé en francs suisses.

23

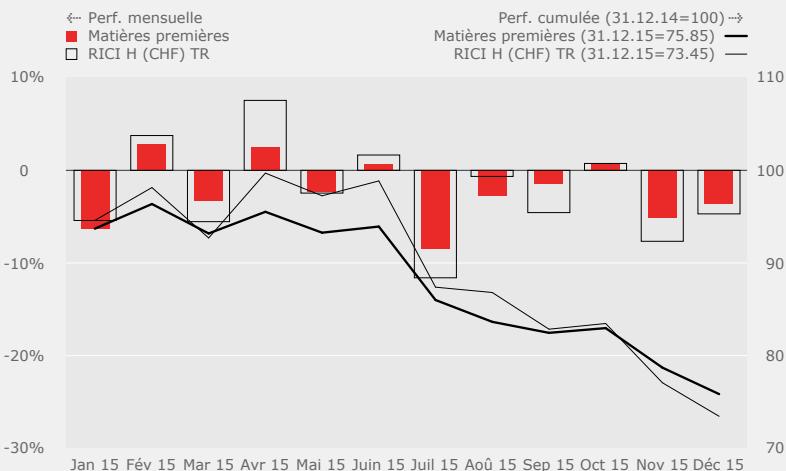
Performance Fonds balancés



Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en matières premières. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le Rogers International Commodities Index (Total Return), hedged en francs suisses.

24

Performance Matières premières

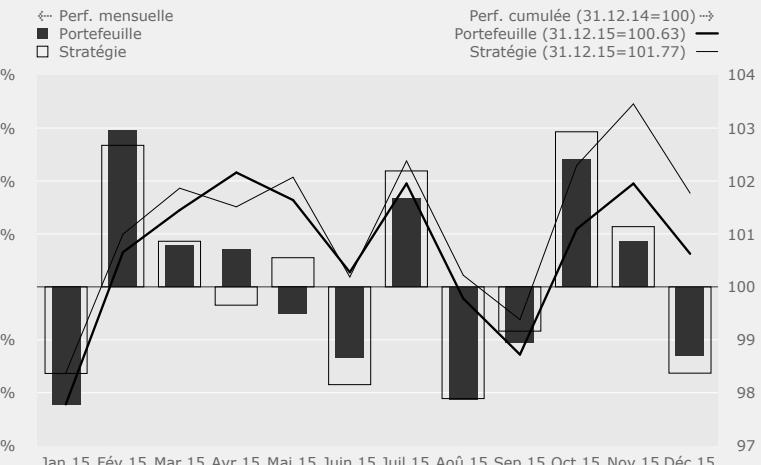


12

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois du portefeuille considéré dans sa globalité. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» est l'indice synthétique représentatif des options stratégiques arrêtées en matière de répartition par catégorie d'actifs.

25

Performance Portefeuille global

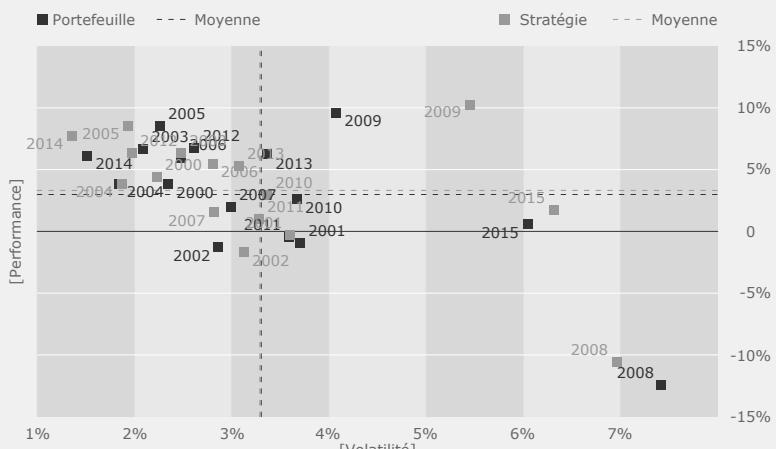


13

Graphiques récapitulatifs des performances annuelles du portefeuille depuis sa constitution. Pour chaque performance réalisée, mesurée en ordonnée, figure, pour la période correspondante, le risque associé, mesuré en abscisse. Aux données propres au portefeuille sont juxtaposées, dans le graphique [26], celles relatives au «benchmark» représentatif des options stratégiques. Les couples rendement/risque peuvent être comparés d'une année à l'autre au sein d'une même série ou, alternativement, ceux des deux séries peuvent l'être pour une même année. Une vision agrégée est en outre disponible grâce aux deux «croix» représentatives de la performance et du risque moyens associés aux deux séries de points. Les graphiques [27] et [28] permettent d'établir le même type de comparaison avec les références obligées que sont les indices LPP-25 et LPP-40 publiés par la banque Pictet.

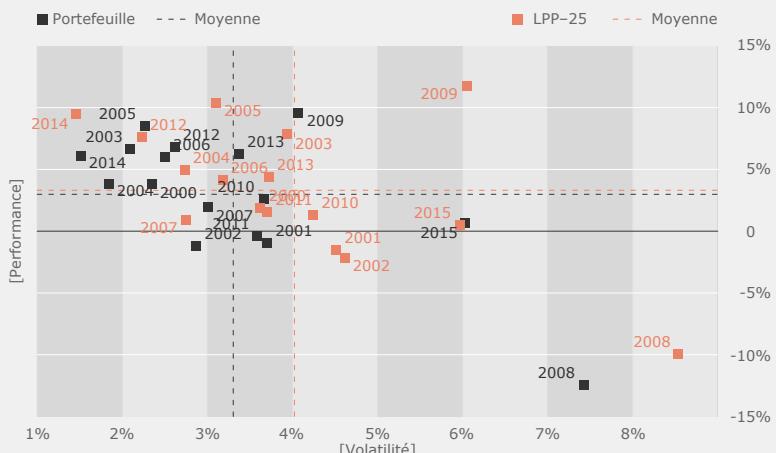
26

Performance vs risque annuels (2000-2015) Portefeuille vs Stratégie



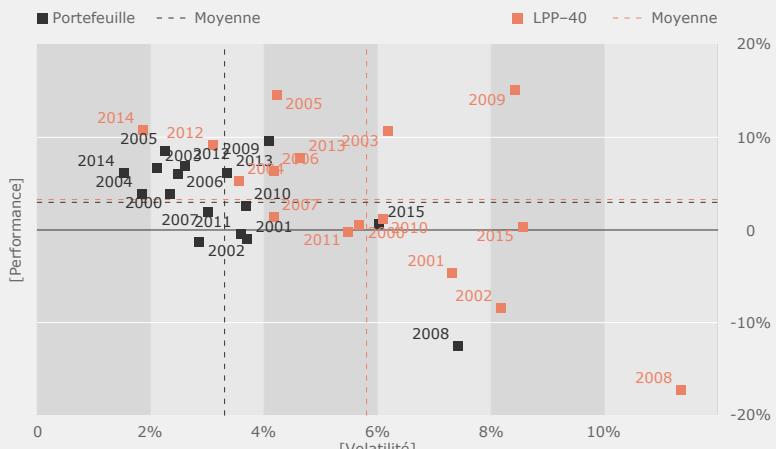
27

Performance vs risque annuels (2000-2015) Portefeuille vs LPP-25



28

Performance vs risque annuels (2000-2015) Portefeuille vs LPP-40





Comptes d'exploitation selon RPC 26

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Cotisations et apports ordinaires et autres	78'573'376.20	79'832'765.40
Cotisations des salariés (Epargne)	52 23'957'038.70	24'287'534.50
Cotisations de l'employeur (Epargne)	52 34'038'075.40	34'474'277.00
Cotisations de tiers (Epargne)	1'134'823.70	1'080'968.80
Cotisations supplémentaires des salariés (Risque)	7'163'689.25	7'302'827.70
Cotisations supplémentaires de l'employeur (Risque et frais)	7'163'689.25	7'302'827.70
Primes uniques et rachats	5'116'059.90	5'384'329.70
Prestations d'entrée	30'314'457.20	28'112'191.21
Apports de libre passage	52 28'813'613.11	25'688'545.61
Apports pour réserves reprise de rentiers	0.00	22'498.40
Remboursement de versements anticipés EPL / divorce	52 1'500'844.09	2'401'147.20
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée	108'887'833.40	107'944'956.61
Prestations réglementaires	-23'077'709.07	-25'313'222.50
Rentes de vieillesse	-11'374'219.85	-9'481'245.55
Rentes de survivants	-1'341'002.70	-1'132'913.55
Rentes d'invalidité	-4'011'799.35	-3'882'544.55
Autres prestations réglementaires	-1'134'823.70	-1'080'968.80
Prestations en capital à la retraite	-4'377'446.65	-7'862'505.90
Prestations en capital au décès et à l'invalidité	-838'416.82	-1'873'044.15
Prestations de sortie	-68'797'311.34	-103'268'351.48
Prestations de libre passage en cas de sortie	52 -66'062'751.05	-99'695'628.48
Versements anticipés pour EPL / Divorce	52 -2'734'560.29	-3'572'723.00
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés	-91'875'020.41	-128'581'573.98
Constitution de capitaux de prévoyance, provisions techniques et réserves de contributions	-60'783'765.71	2'045'544.33
Constitution de capitaux de prévoyance assurés actifs	52 -20'542'216.29	19'687'098.37
Charges / Produits de liquidation partielle	5x 0.00	0.00
Constitution de capitaux de prévoyance rentiers	54 -28'606'462.13	-185'790.07
Dissolution/Constitution de provisions techniques	55 747'179.16	-254'822.57
Rémunération du capital épargne	52 -12'382'266.45	-17'200'941.40
Produits de prestations d'assurance	137'677.10	0.00
Prestations d'assurance	137'677.10	0.00
Charges d'assurance	-6'248'543.95	-6'210'511.72
Primes d'assurance	-6'068'261.55	-6'031'546.50
Cotisations au fonds de garantie	-180'282.40	-178'965.22
Résultat net de l'activité d'assurance	-49'881'819.57	-24'801'584.76



		31.12.2015	31.12.2014
		CHF	CHF
Résultat net des placements		7'371'317.94	66'960'830.10
Liquidités et avoirs en banque	64	-392'416.39	-55'166.00
Contrats sur devises à terme	64	0.00	16'731.45
Obligations et placements à terme en CHF	64	428'183.33	8'599'720.08
Obligations en devises étrangères	64	-2'505'796.14	7'708'677.05
Actions suisses	64	7'113'674.57	19'266'952.90
Actions étrangères	64	347'032.22	16'142'798.26
Immobilier en direct	64	-336'604.16	4'042'579.84
Fonds immobilier CH et étranger	64	9'501'548.40	15'948'310.58
Placements alternatifs	64	1'612'542.77	4'516'108.19
Hypothèques	64	477'447.65	-784'380.29
Prêt aux membres	64	37'916.65	41'666.65
Frais d'administration de la fortune (y.c. TER des fonds)	64	-8'912'210.96	-8'483'168.61
Autres produits	7.6	242'011.88	261'834.22
Produits de prestations fournies		242'011.88	261'834.22
Autres frais	7.7	-600'186.80	-530'819.90
Intérêts du placement de RETASV		-515'537.00	-429'108.00
Intérêts moratoires sur prestations		-84'649.80	-101'711.90
Frais d'administration	7.5	-1'141'051.99	-1'290'178.36
Frais d'administration		-1'141'051.99	-1'290'178.36
Résultat avant dissolution/constitution de la réserve de fluctuation de valeurs		-44'009'728.54	40'600'081.30
Dissolution/constitution(-) de la réserve de fluctuation de valeurs	62	44'009'728.54	-40'600'081.30
Excédent des charges (-) / Excédent des produits		0.00	0.00



Bilan selon RPC26

BILAN

		31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Placements		1'178'007'575.54	1'131'288'573.22
Liquidités et avoirs en banque	6	4'235'574.27	27'498'822.44
Débiteurs	6	2'226'815.42	2'658'732.95
Obligations et placements à terme en CHF	6	239'588'460.21	245'628'295.88
Obligations en devises étrangères	6	111'008'519.47	101'243'468.84
Actions suisses	6	148'890'289.78	143'133'523.07
Actions étrangères	6	160'815'735.59	146'494'591.68
Immobilier en direct	6	126'291'291.30	124'830'546.50
Fonds immobilier immeubles CH	6	159'895'466.18	149'319'490.41
Fonds immobilier immeubles étrangers	6	41'169'268.16	44'072'110.93
Placements alternatifs	6	168'083'463.90	133'510'146.43
Hypothèques	6	11'251'992.80	11'482'915.20
Placements et créances auprès de l'employeur	6	4'546'528.35	1'407'381.64
Mobilier et équipement	6	4'170.10	8'547.25
Compte de régularisation actif	7	6'546'608.51	45'974'310.75
Total de l'actif		1'184'554'184.05	1'177'262'883.97
PASSIF			
Dettes		40'581'086.31	77'785'106.63
Prestations de libre passage et rentes	7	8'485'145.44	48'390'432.21
Autres dettes	7	32'095'940.87	29'394'674.42
Compte de régularisation passif	7	677'350.67	430'655.81
Capitaux de prévoyance et provisions techniques		1'050'040'219.82	961'781'865.74
Capital de prévoyance assurés actifs	5.20	756'057'161.72	723'132'678.98
Capital de prévoyance rentiers	5.40	277'109'765.15	221'028'714.65
Provisions techniques	5.50	16'873'292.95	17'620'472.11
Réserve de fluctuation de valeurs	5.60	93'245'527.25	137'255'255.79
Capital de la fondation / Fonds libres	5.6	10'000.00	10'000.00
Situation en début de période		10'000.00	10'000.00
Total du passif		1'184'554'184.05	1'177'262'883.97



Annexe selon méthode RPC26

1. Bases et organisation

1.1. Forme juridique et but

PRESV est une fondation semi-autonome de droit privé. Elle a pour but de réaliser la prévoyance de ses membres et de satisfaire aux exigences de la LPP (Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité).

1.2. Enregistrement LPP et Fonds de garantie

PRESV est inscrite au registre de la prévoyance professionnelle. Elle cotise au fonds de garantie LPP.

1.3. Indication des actes et des règlements

	<u>Adopté le</u>	<u>Révisé le</u>
Acte de fondation et statuts	13.04.1984	07.11.2014
Règlement de prévoyance	01.01.1985	12.12.2013
Règlement sur les versements pour l'EPL	01.01.1995	
Règlement de placements	16.12.1996	04.02.2015
- Asset allocation	16.12.1996	04.02.2015
- Directives pour placements alternatifs	juin 2003	04.02.2015
Règlement pour la liquidation partielle	07.11.2007	
Règlement pour les passifs de nature actuarielle	01.01.2011	13.12.2012
Règlement pour l'attribution de prêts hypothécaires	10.05.2007	08.05.2008
Règlement d'organisation	09.05.2012	
Dernière expertise technique	31.12.2013	

1.4. Organe de gestion (paritaire) / Droit à la signature

		<u>Durée du mandat</u>	<u>Représentation</u>
Président			
Hugo Burgener	Hôpital du Valais	4 ans	Employeurs
Vice-Président			
De Preux Alain	Hôpital du Valais	4 ans	Employeurs
Membres			
Marcoz Sabine	Hôpital du Valais	4 ans	Employés
Tissières Bernard	Représentant syndicats	4 ans	Employés
Hugo Olivier	Hôpital du Valais	4 ans	Employés
Buchard Jean-Marc	Hôpital du Valais	4 ans	Employés
Miserez Larpin Virginie	Hôpital du Valais	4 ans	Employés
Borter Ernst	Hôpital du Valais	4 ans	Employés
Venetz Reinhard	Représentant EMS	4 ans	Employés
Ambord Kilian	Hôpital du Valais	4 ans	Employeurs
Schwery Nathalie	Hôpital du Valais	4 ans	Employeurs
Favre Marc-Henri	Hôpital du Valais	4 ans	Employeurs
Vouillamoz Valérie	Représentante CMS	4 ans	Employeurs
Chambovay Olivier	Hôpital du Valais	4 ans	Employeurs



Les personnes suivantes sont autorisées à engager la fondation PRESV (signature collective à deux) :

- Zufferey Christian, secrétaire
 - Burgener Hugo, président
 - De Preux Alain, vice-président

PRESV
Case postale 771
3960 Sierre

Mail : admin@presv.ch

1.5. Experts, organe de contrôle, conseillers et autorité de surveillance

Expert en prévoyance professionnelle

- Mercer (Switzerland) SA M. Steiger Christophe

Organe de contrôle

- WIDAR Treuhand AG, Brig-Glis M. Zumtaugwald Armin

Commission de placement

- | | | |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| - PRESV | M. Alain de Preux
M Hugo Burgener
M. Zufferey Christian
M. Crettaz Jean-Yves | jusqu'au 20.02.2015
dès le 20.02.2015
Directeur
Rapporteur |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|

- Conseillers

Commission immobilière

- | | | |
|-----------------------------------|------------------------|---------------------|
| Hôpital du Valais | M. Burgener Hugo | jusqu'au 20.02.2015 |
| Hôpital du Valais | M. Alain de Preux | dès le 20.2.2015 |
| Hôpital du Valais | M. Borter Ernst | |
| Hôpital du Valais | M. Buchard Jean-Marc | jusqu'au 20.02.2015 |
| Seniorenzentrum Naters, Directeur | M. Venetz Reinhard | dès le 20.02.2015 |
| Groupement valaisan des CMS | Mme Vouillamoz Valérie | |
| Architecte, voix consultative | M. Papon Eric | |
| PRESV, Directeur | M. Zufferey Christian | |
| PRESV. Directrice adjointe | Mme Lambrigger Sandra | |

Commission du personnel

- Président du Conseil de Fondation PRESV M. Burgener Hugo
Hôpital du Valais Mme Schwery Nathalie
Hôpital du Valais Mme Marcoz Sabine
Syndicats Chrétiens du Valais SCIV M. Tissières Bernard
PRESV. Directeur M. Zufferey Christian

Autorité de surveillance

Autorité de surveillance, Suisse occidentale
Réf. 304018



1.6. Employeurs affiliés

	31.12.2015	31.12.2014
Actifs		Actifs
Hôpital du Valais	4854	4871
Hôpital du Chablais - Site de Monthey	3	14
CMS	584	553
Foyers	1257	1223
PRESV	12	11
Autres	391	325
Total	7101	6997
Dont moins de 25 ans	377	443
Masse salariale réglementaire assurée	491'326'174.20	490'918'792.95

2. Membres actifs et rentiers

2.1. Assurés actifs

	31.12.2015	31.12.2014
Hommes	1449	1389
Femmes	5652	5608
Total	7101	6997

2.2. Bénéficiaires de rentes

	31.12.2015	31.12.2014
Retraités	716	630
Enfants de retraités	11	5
Invalides	236	236
Enfants d'invalides	71	72
Veules et veufs	80	70
Orphelins	34	30
Total	1'148	1'043

Le montant total des rentes ci-dessus s'élève à CHF 17'884'512.85.



3. Nature de l'application du but

3.1. Explication des plans de prévoyance

La primauté de prestations est appliquée pour les prestations risques, alors que les prestations vieillesse sont basées sur un système de primauté de cotisation.

3.2. Financement, méthodes de financement

La cotisation totale est de 14.5%, supportée à raison de 6% par l'employé et 8.5% par l'employeur. L'assuré cotise 4.5% pour l'épargne et 1.5% pour le risque, l'employeur cotise 7% pour l'épargne et 1.5% pour risques et frais. Les assurés ont le choix entre le plan de base et le plan maxi, dans lequel ils cotisent 2.5% d'épargne supplémentaire.

Le taux technique appliqué pour les réserves des rentes est de 1.5%.

3.3. Autres informations sur l'activité de prévoyance

Depuis le 1er janvier 2005, PRESV assume l'administration et la gestion de RETASV (Fondation de retraite anticipée).

4. Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence

4.1. Modification des principes comptables, d'évaluation et de présentation des comptes

Les immeubles sont évalués à la valeur de rendement en tenant compte de l'âge de ceux-ci. Le reste de l'actif est évalué à la valeur du marché.

PRESV utilise la norme RPC26 pour la tenue de ses comptes.

5. Couverture des risques / Règles techniques /Degré de couverture

5.1. Nature de la couverture des risques, réassurances

Le poste prime d'assurance est élevé, étant donné que PRESV réassure les risques auprès de la Zurich Assurance.



5.2. Evolution et rémunération des avoirs épargne en primauté des cotisations

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Solde au 1er janvier des capitaux de prévoyance	723'132'678.98	725'618'835.95
Cotisations d'épargne des salariés	23'957'038.70	24'287'534.50
Cotisations d'épargne des employeurs y/c Retasv	34'038'075.40	34'474'277.00
Autres cotisations et apports	6'245'819.80	6'465'298.85
Apports de libre passage	28'813'613.11	25'688'545.61
Remboursement des versements pour l'EPL / divorce	1'500'844.09	2'401'147.20
Prestations de libre passage en cas de sortie	-66'062'751.05	-99'695'628.48
Versements pour l'EPL / divorce	-2'734'560.29	-3'572'723.00
Dissolution due aux retraites, décès et invalidités	-5'215'863.47	-9'735'550.05
Rémunération des capitaux de prévoyance	12'382'266.45	17'200'941.40
Mouvement de la période	32'924'482.74	-2'486'156.97
Total des capitaux des assurés actifs	756'057'161.72	723'132'678.98
Capitaux de prévoyance des employés	756'057'161.72	723'132'678.98
Total des capitaux de prévoyance des assurés actifs	756'057'161.72	723'132'678.98
Nombre de comptes épargne des assurés actifs (âge supérieur à 25 ans)	6'724	6'554

PRESV met la priorité dans la reconstitution de ses réserves de fluctuation définies par le Conseil de Fondation à 16.5% sur la base de notre allocation d'actif.

5.3. Total des avoirs de vieillesse selon la LPP

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Avoirs de vieillesse selon la LPP	345'173'805.00	316'813'949.30
(comptes témoins)		
Taux d'intérêt min. LPP arrêté par le Conseil Fédéral	1.75%	2.5% (*)

(*) Conformément à l'art. 16, al. 2 OPP2, le taux appliqué sur la part LPP est de 2.5% pour l'année 2014



5.4. Evolution du capital de couverture pour les rentiers

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Solde au 1er janvier	221'028'714.65	195'782'476.90
Compte d'épargne des nouveaux pensionnés	27'474'588.37	25'060'447.68
Intérêts crédités	3'339'895.40	4'863'840.20
Dissolution de la réserve pour le paiement des rentes	-17'955'521.70	-15'768'496.40
Bénéfice de surassurance	-124'672.00	200'305.20
Coût(+) Bénéfice(-) de la réserve au 31.12	43'346'760.43	10'890'141.07
Mouvement de la période	56'081'050.50	25'246'237.75
Total Réserve mathématique	277'109'765.15	221'028'714.65

5.5. Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Provision pour changement de base au 1er janvier	5'515'472.11	3'915'649.54
Dissolution de la réserve pour changement de base	0.00	0.00
Attribution de l'année	2'797'820.84	1'599'822.57
Total de la provision pour changement de base	8'313'292.95	5'515'472.11
Provisions techniques au 1er janvier	12'105'000.00	13'450'000.00
Dissolution de la provision technique	-3'545'000.00	-1'345'000.00
Total de la provision technique	8'560'000.00	12'105'000.00
Total général des provisions techniques	16'873'292.95	17'620'472.11

La base technique appliquée depuis l'exercice 2013 est LPP2010. Compte tenu de la réassurance des risques, la provision technique va pouvoir être dissoute ces prochaines années. En accord avec l'actuaire, elle sera réduite de 1/10ème par année. La provision pour changement de base technique est alimentée chaque année de 0.5% des avoirs de vieillesse des rentiers.

5.6. Degré de couverture selon l'article 44 OPP2

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	1'050'040'219.82	961'781'865.74
Réserve de fluctuation de valeurs	93'245'527.25	137'255'255.79
Capital de fondation, fonds libres	10'000.00	10'000.00
Fortune servant à couvrir les engagements régl.	1'143'295'747.07	1'099'047'121.53
Degré de couverture (fortune / capitaux engagés)	108.88%	114.27%



6. Explication relatives aux placements et au résultat net des placements

	Valeur au bilan CHF	% de la Fortune	Asset allocation	Limite LPP %
			Min	Max
Liquidités et avoirs en banque	6'462'389.69	0.55%	0.00%	15.00% 100.00%
A1-1 Caisse	2'104.95	0.00%		
A1-2 Compte de chèque postal	5'766.80	0.00%		
A1-3 Banques	4'227'702.52	0.36%		
A1-4 Débiteurs	2'226'815.42	0.19%		
Obligations et placements à terme en CHF	239'588'460.21	20.23%	20.00%	45.00% 100.00%
A2-1 Bons de caisse auprès des banques	PD 500'000.01	0.04%		
A2-2 Obligations et placement à terme	PD 22'191'807.50	1.87%		
A2-3 Obligations débiteurs étrangers en CHF	PD 11'221'800.00	0.95%		
A2-4 FdPL obligations suisses	FP 205'674'852.70	17.36%		
Obligations en devises étrangères	111'008'519.47	9.37%	0.00%	10.00% 30.00%
A3-1 Obligations débiteurs étrangers en ME	PD 7'383'563.85	0.62%		
A3-2 FdPL obligations en ME	FP 103'624'955.62	8.75%		
Actions suisses	148'890'289.78	12.57%	5.00%	15.00% 50.00%
A5-1 Actions suisses	PD 68'910'565.92	5.82%		
A5-2 FdPL actions suisses	FP 79'829'721.86	6.74%		
A5-2 Participations permanentes	PD 150'002.00	0.01%		
Actions étrangères	160'815'735.59	13.58%	5.00%	20.00% 30.00%
A6-1 Actions étrangères	PD 17'683.40	0.00%		
A6-2 FdPL Actions étrangères	FP 160'798'052.21	13.57%		
Placements alternatifs	168'083'463.90	14.19%	0.00%	15.00% 15.00%
A7-1 Alternatifs en CHF	FP 68'661'136.02	5.80%		
A7-2 Alternatifs en ME	FP 18'060'756.29	1.52%		
A7-3 Commo en ME	FP 4'007'322.90	0.34%		
A7-4 Private Equity	FP 26'432'641.10	2.23%		
A7-5 Autres	FP 50'921'607.59	4.30%		
Hypothèques	11'251'992.80	0.95%	0.00%	5.00% 50.00%
Immeubles	327'356'025.63	27.64%	10.00%	30.00% 30.00%
A10-1 Immeubles en direct (valeur d'investissement)	PD 155'986'509.27	13.17%		
A10-1 Immeubles en direct (Ajustement de valeur)	PD -29'695'217.97	-2.51%		
A10-1 Immeubles en direct valeur au bilan	126'291'291.30	10.66%		
A9 Fonds de placement immeubles suisses	FP 159'895'466.18	13.50%		
A9 Fonds de placement immeubles étrangers	FP 41'169'268.16	3.48%		
Placements et créances auprès de l'empl.	4'546'528.35	0.38%	0.00%	5.00% 5.00%
A11 Placements	PD 2'000'000.00	0.17%		
A11-1 Débiteurs membre	PD 2'546'528.35	0.21%		
Mobilier et équipement	4'170.10	0.00%	-	-
Total des placements	1'178'007'575.54	99.45%		
Comptes de régularisation actif	6'546'608.51	0.55%		
Total de l'actif	1'184'554'184.05	100.00%		



6.1. Organisation de l'activité de placements, règlement de placements

A la fin de chaque mois un rapport consolidé des limites et performances des catégories de placement est remis aux membres de la commission de placement. Un procès-verbal de décision est établi à l'issue des séances. Un contrôle systématique du respect des limites de placement édicté par le Conseil de Fondation est effectué par le rapporteur.

Via un accès protégé, tous ces documents sont accessibles par la Commission de placement et les membres du Conseil de Fondation.

6.2. Objectifs et calcul de la réserve de fluctuation de valeurs

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Solde de la réserve de fluctuation de valeurs au 1er janvier	137'255'255.79	96'655'174.49
Variation due au résultat d'exploitation	-44'009'728.54	40'600'081.30
Réserve de fluctuation de valeurs au bilan	93'245'527.24	137'255'255.79
 Valeur cible de la réserve de fluctuation de valeur 16.5%	 188'643'798.27	 181'342'775.05
Insuffisance de la réserve de fluctuation de valeurs	95'398'271.02	44'087'519.27

Le Conseil de Fondation s'est prononcé pour un objectif de réserve de 16.5% pour notre allocation d'actif neutre actuelle.

6.3. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

	Engagements	Engagements
	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Échéance contrats		
Vente 116 put SMI 8600/juin 2016	9'976'000.00	-
 Total contrats sur instruments financiers dérivés	 9'976'000.00	-
 Opération à terme		
Vente EUR 20 Mios, échéance 23.03.2016	21'586'000.00	-
 Total contrats opérations à terme	 21'586'000.00	-

Un nantissement de 10 millions est accordé en faveur du Crédit Suisse et 5 millions de la Banque Cantonale du Valais pour les opérations sur les dérivés.



6.4. Exercice des droits de vote

Depuis plusieurs années, PRESV exerce ses droits de vote dans les assemblées générales au travers de la fondation ETHOS qui a déjà connu quelques succès dans une gestion plus éthique et responsable des sociétés anonymes.

La liste des sociétés suisses que nous possédons en portefeuille figure sur notre site www.presv.ch avec nos décisions de vote lors des assemblées générales.

6.4.1. Explication du résultat net des placements

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Résultat net sur liquidités en francs suisses	395.19	29'335.42
Résultat net sur liquidité en monnaies étrangères	-392'811.58	-84'501.42
Résultat sur les contrats de couverture devise	-	16'731.45
Résultat sur obligations en CHF (ter corrigé)	428'183.33	8'599'720.08
Résultat sur obligations en monnaies étrangères	-2'505'796.14	7'708'677.05
Résultat sur actions suisses (ter corrigé)	7'113'674.57	19'266'952.90
Résultat sur actions étrangères (ter corrigé)	347'032.22	16'142'798.26
Résultat sur immeubles en direct (après amortissement)	-336'604.16	4'042'579.84
Résultat sur fonds de placement immobiliers	9'501'548.40	15'948'310.58
Résultat sur placements alternatifs (ter corrigé)	1'612'542.77	4'516'108.19
Résultat sur hypothèques (ter corrigé)	477'447.65	-784'380.29
Résultat sur prêt au membre (intérêts)	37'916.65	41'666.65
Résultat Brut des placements avant frais	16'283'528.89	75'443'998.71

Frais de gestion des titres

1 er niveau

Total frais TER (Frais de gestion droits de garde)	-1'045'284.64	-1'282'688.66
Total frais TTC (courtage, taxe et timbre)	-791'333.81	-687'248.62
Total frais SC (Comité,)	-242'367.53	-570'956.94

2 ème niveau TER (fonds de placements)

	-11'583.30	-24'483.10
	-7'866'926.32	-7'200'479.95

Frais d'administration de la fortune

-8'912'210.96 -8'483'168.61

Résultat net des placements

7'371'317.94 **66'960'830.10**



6.4.2. Frais d'administration de la fortune

1er niveau - Institution	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Frais de gestion	390'218.17	328'976.73
Droits de garde	394'160.97	353'420.07
Frais c/c	6'954.67	4'851.82
Total frais TER	791'333.81	687'248.62
 Courtage	118'561.60	231'720.12
Taxes	36'897.46	26'459.28
Droits timbre	86'908.47	312'777.54
Total frais TTC	242'367.53	570'956.94
 Autres Frais	11'583.30	24'483.10
Total frais SC	11'583.30	24'483.10
 Total frais 1er niveau	1'045'284.64	1'282'688.66
2ème niveau placements collectifs	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
TER sur fonds de placements en obligations	1'608'635.01	1'478'626.04
TER sur fonds de placements en actions	1'514'064.20	1'612'903.68
TER sur fonds de placements immobiliers	1'457'609.67	1'363'092.04
TER sur fonds de placements hypothèques	33'024.93	32'504.04
TER sur fonds de placements mixtes	215'506.48	212'243.48
TER sur fonds de placements alternatifs	3'038'086.03	2'501'110.68
TER correction 1er niveau	0.00	0.00
Total frais 2ème niveau	7'866'926.32	7'200'479.95
Frais de gestion de fortune comptabilisés (placements transparents)	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Frais de placement 1er niveau	1'045'284.64	1'282'688.66
Frais de placement 2ème niveau	7'866'926.32	7'200'479.95
Total frais gestion fortune	8'912'210.96	8'483'168.61

Liste des placements non-transparent au 31.12.2015

ISIN : Description	Monnaie	Valeur en CHF
KYG2861T1379 : Diapason RICI	CHF	1'366'867.45
XF0040697184 : CS Private Equity Platform S.C.A., SICAR	USD	2'089'982.05
LU0450079289 : Blue Edge (ex MONT BLANC SELECT)	CHF	6'794.79
USD-2187670 : Allweather Strategies II - Side Pocket	USD	22'332.14
QT0160009368 : ALPES 2005 - PRIVATE EQUITY	USD	938'898.01
Total		4'424'874.44



Taux de transparence

Pourcentage des frais de gestion de la fortune

		31.12.2015	31.12.2014
		CHF	CHF
Placements transparents	99.62%	1'173'582'701.10	99.01%
Placement non-transparent	0.38%	4'424'874.44	0.99%
Total des placements		1'178'007'575.54	1'131'288'573.22
Frais de gestion	0.76%	8'912'210.96	0.75%
En % des frais transparents	0.76%		0.76%

Afin de diversifier au mieux ces placements, notre institutions utilise de nombreux fonds de placements dont notamment des fonds alternatifs qui ont des TER élevés. Il en résulte un coût global de gestion qui représente le 0.91% des capitaux moyens investis.

6.4.3. Performance des placements

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Somme de tous les actifs au début de l'exercice	1'177'262'883.97	1'066'834'822.00
Somme de tous les actifs à la fin de l'exercice	1'184'554'184.05	1'177'262'883.97
Moyenne de l'état des actifs (non-pondérée)	<u>1'180'908'534.01</u>	<u>1'122'048'852.99</u>
Résultat net des placements	<u>7'371'317.94</u>	<u>66'960'830.10</u>
Performance des placements	0.62%	5.97%

La méthode RPC26 ne tient pas compte des flux de capitaux (TWR). En tenant compte de ces flux durant l'année, la performance nette après amortissement des immeubles est de 0.63%.

6.4.4. Rendement des immeubles en direct

Immeubles construits	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Valeur d'acquisition	139'491'994.52	138'430'824.82
Montant des amortissements	-28'901'994.52	-23'717'982.02
Valeur au bilan	110'590'000.00	114'712'842.80
Rendement des loyers	6'492'671.55	6'403'738.15
./. Frais d'entretien réparation	-804'944.41	-1'052'153.99
./. Frais d'assurance	-95'671.70	-80'912.65
./. Frais d'impôt	-213'128.65	-181'143.20
./. Frais de publicité	-18'655.30	-31'500.05
./. Frais de gérance	-132'617.20	-96'626.05
./. Perte sur débiteurs	0.00	-
./. Frais divers	-	-
Rendement net des immeubles construits	5'227'654.29	4'961'402.21
	4.73%	4.33%
./. Ajustement de valeur de l'année en cours	-5'184'012.50	-602'256.02
Rendement net après ajustement de valeur	43'641.79	4'359'146.19

La valeur des immeubles est calculée sur la valeur de rendement de chaque immeuble multiplié par le taux d'actualisation défini dans notre règlement de placement.



Terrains et Immeubles en construction	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Valeur d'acquisition	15'841'811.05	9'847'699.35
Montant des amortissements	-793'223.45	-382'699.35
Valeur au bilan	15'048'587.60	9'465'000.00
Rendement des loyers	30'000.00	34'800.00
./. Frais d'entretien	-5'401.30	-2'089.25
Rendement net des immeubles non construits	24'598.70	32'710.75
./. Ajustement de valeur de l'année en cours	-410'524.10	-357'905.00

La tabelle de valorisation des immeubles commence avec un taux de rendement brut nécessaire de 5% dès la première année et se termine avec un rendement brut nécessaire de 12.83% après 50 ans. Les immeubles en construction ainsi que les terrains sont valorisés dans le but de minimiser l'impact négatif lors de la première année d'exploitation des immeubles puisque le rendement de 5% est difficile à atteindre aujourd'hui.

Pour la valorisation nous considérons 2x la valeur du rendement théorique et 1x la valeur du rendement réalisé. Malheureusement, durant l'année sous revue, les rendements réalisés ont diminués ce qui a eu un impact sur la valorisation de nos immeubles.

Installation solaire photovoltaïque	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Valeur d'acquisition	652'703.70	652'703.70
./. Ajustement de valeur de l'année en cours	-	-
Valeur au bilan	652'703.70	652'703.70
Revenu de la production	16'902.95	12'518.35
+ Rpc	n/a	n/a
./. Frais de décompte	-3'487.20	-3'890.45
./. Amortissement	-	-
Rendement net total	13'415.75	8'627.90

Les installations photovoltaïques sont en attente du paiement de la RPC. Elles seront amorties sur 20 ans dès la 5 ème année de production.

Total de l'immobilier en direct	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Valeur d'acquisition	155'986'509.27	148'931'227.87
./. Ajustement de valeur de l'année en cours	-29'695'217.97	-24'100'681.37
Valeur au bilan	126'291'291.30	124'830'546.50
Rendement des loyers	6'522'671.55	6'438'538.15
./. Frais d'entretien réparation	-809'735.61	-1'052'640.89
./. Frais divers	-390'181.90	-390'181.90
./. Ajustement de valeur de l'année	-5'598'023.80	-964'051.47
Rendement net total de l'immobilier	-275'269.76	4'031'663.89



6.5. Explications des placements chez les employeurs et de la réserve de contributions employeurs

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Comptes courants (créances) employeurs	4'546'528.35	1'407'381.64
Placements et créances auprès de l'employeur	4'546'528.35	1'407'381.64

Cette créance correspond aux cotisations dues par les employeurs pour la 12^{ème} et la 13^{ème} période en attendant le décompte définitif. Cette créance est régularisée au début de l'année suivante.

Nous n'avons pas de prêts aux employeurs au 31.12.2015, mais il existe un contrat de prêt cash management avec l'Hôpital du Valais (limite 20 millions) pour parquer nos liquidités et éviter les taux d'intérêts négatifs de -0.75 sur le cash en compte.

7. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

7.1. Créances à court terme

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
AFC Impôt anticipé	1'668'072.12	2'216'330.96
Débiteurs membres (annoncé à l'autorité)	34'388.85	0.00
Débiteurs locataires (charges refacturables)	465'445.80	419'323.69
Débiteurs locataires (loyers+entretien)	58'908.65	23'078.30
Debiteurs divers	0.00	0.00
Débiteurs hypothèques	0.00	0.00
Total créances à court terme	2'226'815.42	2'658'732.95

Les postes principaux des créances à court terme sont : l'impôt anticipé et les charges locataires facturables qui sont imputés dans les décomptes de charges des immeubles.

7.2. Compte de régulation de l'actif

Intérêts courrus	483'340.32	792'559.35
Actifs transitoires	6'063'268.19	45'181'751.40
Total compte de régulation de l'actif	6'546'608.51	45'974'310.75

La proportion d'obligations en directe ainsi que le niveau des intérêts à diminué en 2015 ce qui explique la différence du poste intérêts courus de CHF 309'219.03 par rapport à 2014. La prime de réassurance pour l'année 2016 est comptabilisée dans actifs transitoires.



7.3. Dettes

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Prestations de libre passage à verser	8'494'276.34	48'378'272.76
Rentes payées d'avance	-9'130.90	12'159.45
Total des prestations à payer	8'485'145.44	48'390'432.21
Avance prime pour continuation d'assurance	15'844.80	21'676.40
Compte courant RETASV	2'223.62	39'090.52
Placement de RETASV auprès de PRESV	30'210'000.00	27'890'000.00
Avances charge locataires et autres	422'206.00	424'081.00
Fournisseurs et créanciers construction	1'057'726.10	686'500.05
Fonds de rénovation Ovronnaz - Cascade A	364'857.40	324'159.75
Impôt à la source	23'082.95	9'166.70
Autres dettes	32'095'940.87	29'394'674.42
Total des dettes	40'581'086.31	77'785'106.63

7.4. Compte régulation du passif

Cotisations perçues d'avance (continuation d'assurance)	2'416.20	11'005.91
Passifs transitoires	674'934.47	419'649.90
Total compte régulation du passif	677'350.67	430'655.81

Le passif transitoire est constitué principalement de frais à payer, versé en début de l'exercice 2016. Le montant principal est la cotisation au fonds de garantie.



7.5. Frais d'administration

7.5.1. Salaire et charges sociales

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Salaires	769'139.62	800'872.68
Charges sociales	132'333.96	126'386.55
Salaires et charges sociales	901'473.58	927'259.23

7.5.2. Frais d'administration

Frais de bureau	84'752.31	107'476.44
Frais de locaux et équipements	346'294.00	362'593.79
Amortissement mobilier/équipements	9'032.55	109'500.30
Frais de bureau et équipement	440'078.86	579'570.53

7.5.3. Frais des organes

Frais de conseil	102'545.60	85'894.15
Frais de contrôle et de révision	54'784.00	55'006.00
Autorité de surveillance	16'716.00	16'400.00
Frais des organes de PRESV	174'045.60	157'300.15

7.5.4. Imputations des frais d'administration

Imputation pour l'administration de la fortune	-128'298.05	-128'337.55
Imputation pour l'administration des immeubles	-246'248.00	-245'614.00
Imputation pour l'administration de RETASV		
Total des imputations	-374'546.05	-373'951.55
Total frais d'administration caisse de pension	1'141'051.99	1'290'178.36

Les salaires liés à la gestion immobilière ont été imputés dans le résultat d'immeuble. Les frais administratifs représentent le 0.09% du bilan et environ CHF 140. -- par dossier géré.



7.6 Autre Produits

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Facturation des retraits pour logement	10'119.72	14'283.52
Gains / Pertes sur prestation	223'317.85	223'582.20
Intérêts moratoires facturés aux membres	8'574.31	23'968.50
Total des autres produits	242'011.88	261'834.22

Il est facturé 0.33% du montant du retrait pour le logement et les frais effectifs. Lors d'un décès d'un assuré célibataire, sans enfants, la moitié du capital décès reste acquis à la caisse. Des intérêts moratoires sont facturés aux membres lors d'un retard de paiement des acomptes.

7.7 Autres Frais

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Intérêts moratoires sur sortie	-84'649.80	-101'711.90
Intérêts du placement RETASV	-515'537.00	-429'108.00
Total des autres frais	-600'186.80	-530'819.90

Lors d'une sortie d'un assuré des intérêts moratoires sont ajoutés à la prestation de sortie lors du paiement différé. Les placements de RETASV en cours d'année sont rémunérés aux taux de 1.75%.

8 Demandes de l'autorité de surveillance

Néant.

9 Autres informations relatives à la situation financière

9.1 Opérations particulières et transactions sur la fortune

Pas de procédure spéciale en cours.

9.2 Contentieux en cours

La procédure contre les anciens gérants de la Fondation Hypotheka est toujours en cours. Me Rebord défend nos intérêts. Des conditions d'intérêts inférieurs ont été négociées avec certains débiteurs hypothécaires.

10 Evénements postérieurs à la date du bilan

Néant.



Au Conseil de fondation de

PRESV
fondation de prévoyance
du secteur valaisan de la santé
Sierre

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de l'institution de prévoyance du personnel PRESV, fondation de prévoyance du secteur valaisan de la santé, comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice 2015 arrêté au 31 décembre 2015.

Responsabilité du Conseil de fondation

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements, incombe au Conseil de fondation. Cette responsabilité comprend l'organisation, la mise en place et le maintien d'un contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'expert en matière de prévoyance professionnelle

Le Conseil de fondation désigne pour la vérification, en plus de l'organe de révision, un expert en matière de prévoyance professionnelle. Ce dernier examine périodiquement si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales. Les provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels se calculent sur la base du rapport actuel de l'expert en matière de prévoyance professionnelle au sens de l'art. 52^e, al. 1 LPP en relation avec l'art. 48 OPP 2.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément aux prescriptions légales et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit de façon à obtenir raisonnablement l'assurance que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de contrôles en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées et du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.



Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 sont conformes à la loi suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

Rapport sur d'autres dispositions légales et réglementaires

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales relatives à l'agrément (art. 52b LPP) et à l'indépendance (art. 34 OPP 2) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Nous avons également procédé aux vérifications prescrites aux art. 52c, al. 1 LPP et 35 OPP 2. Le Conseil de fondation répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements.

Nous avons vérifié:

- si l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires, et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution;
- si les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires;
- si les comptes de vieillesse étaient conformes aux dispositions légales;
- si les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration des liens d'intérêts étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême;
- si les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance;
- si les opérations avec des proches qui nous ont été annoncées garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentés.

SOCIETE FIDUCIAIRE WIDAR SA

Armin Zumtaugwald
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Yann Stucky
Expert-réviseur agréé

Brigue-Glis, le 20 mai 2016



Inhaltsverzeichnis

Vorwort	2
Bericht der Anlagenkommission	3 - 4
Fundo (siehe französische Version)	
Betriebsrechnung & Bilanz gemäss FER26-Richtlinien	5 - 7
Anhang gemäss FER26-Richtlinien	8 – 23
Bericht der Kontrollstelle	24 - 25



Jahresbericht 2015

Aufhebung der Mindestgrenze durch die SNB

Für die Pensionskassen war 2015 erneut ein schwieriges Jahr. Am 15. Januar hatte die SNB überraschend mitgeteilt, dass sie die Eurountergrenze von 1.20 aufhebt. Dieser Entscheid hat viele Pensionskassen eingeholt. Auch wir waren sehr erstaunt darüber, weil die SNB-Führung mehrmals bekräftigt hat, dass diese Untergrenze bedingungslos gestützt wird. Die Auswirkung dieser Meldung schlug sich umgehend in einen Anstieg des SMI von 10% und einem massiven Verlust der Wechselkurse nieder. Der buchhalterische Verlust per Ende Januar lag über 3%. Einmal mehr musste man einen kühlen Kopf bewahren um nicht in Panik zu geraten. Es ist wichtig, dass man in solchen Situationen investiert bleibt, denn der SMI schloss das Jahr leicht unter dem Stand zu Jahresbeginn ab.

Problematik der Negativzinsen

Um den CHF auf natürlichere Weise abzuschwächen hat die SNB ebenfalls beschlossen, die Zinsen zu senken und Negativzinsen in einer Bandbreite von -0.25% und -1.25% einzuführen. Die Rendite bei den bei der SNB hinterlegten Guthaben fiel auf -0.75% per Ende 2015 und führte somit zu weiteren Schwierigkeiten für die Verwaltung unserer flüssigen Mittel. Der Zweck dieser Negativzinsen ist der Zufluss von ausländischen Kapitalien, welche in CHF investieren zu schwächen und die Schweizer Institutionellen zu bestärken, dass sie in Fremdwährung investieren ohne den CHF abzusichern. Diese Politik scheint erfolgreich zu sein, da sich der CHF gegenüber dem Euro bei etwa 1.10 eingependelt hat. Für die Pensionskassen stellt diese Taktik aber ein grosses Problem dar. Die Institutionellen müssen den BVG Mindestzins und den technischen Zinssatz garantieren und werden somit durch die SNB gezwungen immer mehr Anlagerisiken einzugehen. Diesen massiven Geldzuflüssen zu den Risikoaktiven stehen eine immer geringere Rendite und das Risiko einer Blasenbildung gegenüber. Im Moment kaufen zum Beispiel die Versicherer in der Schweiz Immobilien mit einer Rendite von weniger als 2% und werden somit die Pensionskassenverwaltung in Zukunft stark fordern.

Senkung des technischen Zinssatzes

Es ist wichtig diesem Rückgang der Vermögensrendite vorzubeugen. PRESV hat immer eine vorsichtige Politik gegenüber zukünftigen Risiken verfolgt, einerseits indem der technische Zinssatz unter den branchenüblichen liegt, d.h. 3% seit 2004 und dann 2.5% im 2014 und seit diesem Jahr 1.5%. Hinzu kommt eine vorsichtige Einschätzung unserer Liegenschaften, welche zu einer erneuten Abwertung von 4.5% führte. Mit diesen Anpassungen können wir die zukünftigen Herausforderungen welche uns in den nächsten Jahren erwarten angehen. All diese Massnahmen haben natürlich Auswirkungen auf unseren Deckungsgrad gehabt. Dieser liegt per Ende 2015 immer noch bei guten 108.88%.

Verwaltung

Wir danken unserem Team, welches sämtliche Aufgaben unserer Stiftung dynamisch und flexibel ausführt. Unseren Dank richten wir ebenfalls an die Mitglieder des Stiftungsrates, der Anlagen- und Immobilienkommission, welche an den diversen Sitzungen die bestmöglichen Beschlüsse für die Zukunft unserer Pensionskasse getroffen haben.

Der Präsident :

Hugo Burgener

Der Direktor :

Christian Zufferey

Das Jahr 2015

Das zu Ende gehende Jahr stand im Zeichen mehrerer Unsicherheitsfaktoren und Überraschungen. Die bereits Mitte Januar erfolgte Ankündigung der SNB, den EUR/CHF-Mindestkurs aufzuheben, der Beinahekollaps Griechenlands, die Abschwächung des chinesischen Wachstums, die später als erwartet erfolgte Erhöhung der US-Zinsen und die fehlende Dynamik in Europa beeinflussten die Finanzmärkte 2015 in hohem Masse.

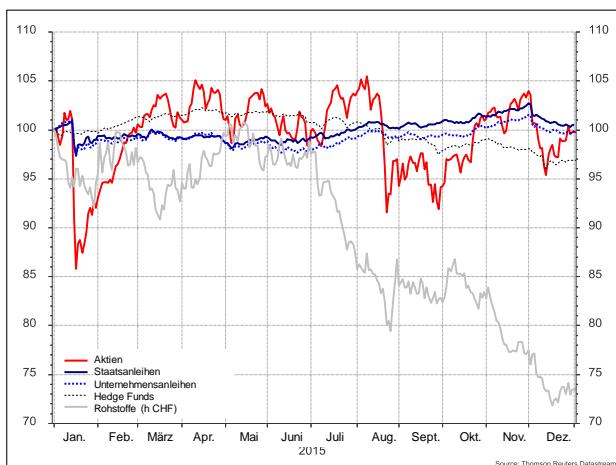
Unregelmässige Entwicklung an den Börsenmärkten

Die Instabilität der Weltwirtschaft schlug sich 2015 an den Börsenmärkten in einem ständigen Auf und Ab nieder. So verbuchten die Aktienmärkte regional äusserst unterschiedliche Ergebnisse. Während sich japanische Aktien in Lokalwährung mit +10.96% sehr gut behaupteten, stehen die Aktienmärkte der Schwellenländer am Jahresende bei -14.82%. Global betrachtet schliesen die Märkte bei -0.25% leicht in negativem Terrain. Mit einem Rückgang von fast 6.5% an den Börsen weltweit war der August der ertragsschwächste Monat, derweil Oktober mit einem Zugewinn von ca. 10% am positivsten ausfiel. Für diese unregelmässigen Bewegungen gibt es mehrere Gründe, darunter die Ankündigung aussergewöhnlicher Massnahmen seitens der Zentralbanken, die schwächernde europäische Wirtschaft, die Abkühlung der chinesischen Wirtschaft und schliesslich der «verzögerte» Aufschwung in den USA.

Niedrige Zinsen und Anleihen

Im Finanzbereich profitierten Anleihen – aufgrund der rekordniedrigen Renditen kaum attraktiv – in diesem Jahr von weiteren Zinssenkungen mit anschliessenden Kursgewinnen. Einzig in den USA war dies nicht der Fall. Um die Wirtschaft anzukurbeln und Investitionen zu fördern, halten die Zentralbanken die Zinsen auf einem Allzeittief. In der Schweiz zog die Einführung negativer Zinsen durch die SNB zu Anfang des Jahres die Verzinsung sämtlicher Bundesanleihen in negatives Terrain – und das über alle Laufzeiten hinweg bis zum 10-jährigen Segment.

Performance der Finanzmärkte



Die Zinserhöhung in den Vereinigten Staaten, die aufgrund einer eindeutig zulegenden Wirtschaft und einer stark sinkenden Arbeitslosigkeit bereits für September erwartet worden war, erfolgte erst Mitte Dezember.

Variables Wachstum

Das Wachstum der Weltwirtschaft setzte sich 2015 mit einem moderaten Tempo von ca. 3.1% fort. Der Zuwachs der Schwellenländer, der auf etwa 4% geschätzt wird (Prognose: 4.8%), enttäuschte, wohingegen die Industriestaaten um ca. 2% zulegten. Im Zuge einer moderaten Nachfrage (recht durchwachsene Weltkonjunktur) und eines hohen Angebots (hohe Produktionskapazitäten und hohe Arbeitslosigkeit) blieb der Deflationsdruck weiterhin stark.

Wichtigster Einflussfaktor im ersten Quartal 2015 war der Aufschwung in den USA. Die stabile Beschäftigung, die niedrigen Zinsen und die Aufhellung im Immobiliensektor stützten den Konsum. Gleichwohl setzten die Aufwertung des US-Dollars und die flauen Volkswirtschaften der Schwellenländer Exporten und Investitionen zu und schwächen das Wachstum, das für das Gesamtjahr jedoch noch immer 2.5% beträgt.

Mit 1.5% Wachstum in 2015 verbesserte sich die Lage in Europa geringfügig. Die expansive Geldpolitik der Europäischen Zentralbank, die Schwäche des Euro sowie der niedrige Ölpreis wirkten sich günstig auf diese leichte Erholung aus.

Für die Schweiz indes war die Aufwertung des Frankens eine starke Belastung. Aufgrund der plötzlichen Währungsstärke schwächte sich die dortige Konjunktur beträchtlich ab. Das Wachstum erreichte 1%. Obwohl die Aufgabe des Mindestkurses schädlich für die Exporte war, wirkte sie sich in gewisser Weise positiv auf den Konsum von Haushalten und Unternehmen aus. Am internationalen Markt wettbewerbsfähig zu bleiben, stellt für die in der Schweiz niedergelassenen Unternehmen eine beträchtliche Herausforderung dar. Dessen ungeachtet wird 2016 eine Gewinnerholung erwartet, wenn die Unternehmen den Schock verdaut haben.

Das Wachstumsgefälle zwischen den Schwellen- und Industrieländern ist mit 2% so niedrig wie seit 2000 nicht mehr. Dies zeigt, wie gedämpft das Wachstum in den Schwellen- und Entwicklungsländern in einem Umfeld ausfällt, in dem der wichtigste Handelspartner China in eine schwere Krise geraten ist. Zudem führt es die strukturellen Herausforderungen vor Augen, die diese Volkswirtschaften bewältigen müssen, wie übermässige Investitionsausgaben, hohe Verschuldung und eine sich verschlechternde Haushaltsslage.

Aufgrund des starken Rückgangs der Preise für Öl und Industriemetalle traf es Rohstofflieferanten am härtesten.

Aussichten

Im Jahr 2016 wird das Wachstum moderat bleiben und kaum für Überraschungen sorgen. Dabei dürfte es sich um ca. 3.3% bewegen (2015: 3.1%). Die Wirtschaft wird weiterhin von der expansiven Geldpolitik der Zentralbanken, der Verbesserung der Fundamentaldaten und der allgemein weniger restriktiven Haushaltspolitiken profitieren.

Schwellen- und Industrieländer

Die Industrieländer werden ihr Wachstum mit demselben Tempo fortsetzen wie 2015 (d.h. bei ca. 2.1%), derweil die Schwellenländer mit ca. 4.4% einmal mehr besser abschneiden dürften. Der rohstoffbedingte Negativeffekt dürfte sich langsam abschwächen. Zahlreiche Volkswirtschaften werden von der Abwertung ihrer Währung profitieren. Von den fundamentalen Problemen, die derzeit den Konjunkturzyklus belasten (hohe Verschuldung, überschüssige Produktionskapazitäten), sind die meisten Länder betroffen. Die Bemühungen zur Wiederankurbelung der Konjunktur und die Zinsen werden die Leitthemen bleiben.

Geringe Inflation im nächsten Jahr prognostiziert

Der Deflationsdruck auf die Preise wird stärker wiegen als die Inflationsrisiken. Die anhaltend expansive Geldpolitik der meisten Zentralbanken, die niedrigen bzw. negativen Zinsen sowie die Liquiditätsspritzen werden dem Deflationsdruck weiterhin entgegenwirken.

In der Eurozone dürfte das Wachstum zwischen 1.5% und 1.7% liegen. Tatsächlich wird die Aufhellung am Arbeitsmarkt die Konjunktur stützen, während sich die Abwertung des Euro und der Ölpreisverfall in geringerem Masse in der Erholung niederschlagen werden. Die Zentralbank wird die Zinsen an der Untergrenze halten, um ihrer Wirtschaft Auftrieb zu verleihen und den Deflationsdruck zu bekämpfen.

In den USA dürfte die Wirtschaft um ca. 2.5% zulegen. Auch wenn der Konsum kräftig bleiben wird, ist eine Beschleunigung aufgrund der nach wie vor verhaltenen Kreditnachfrage kaum wahrscheinlich.

Die Abkühlung Chinas dürfte sich fortsetzen. Solange das chinesische Wirtschaftsmodell den Übergang von einer in erster Linie investitions- und exportgestützten zu einer stärker konsumorientierten Wirtschaft vollzieht, wird diese Tendenz wohl anhalten.

2016 könnte die Schweizer Wirtschaft im Zuge der sich in Europa aufhellenden Konjunktur wieder etwas an Fahrt zulegen. Dessen ungeachtet könnten der teure Franken und die Sorgen um den Arbeitsmarkt die Konjunkturprognose für die Schweiz noch etwas belasten.

Börsenmärkte instabiler

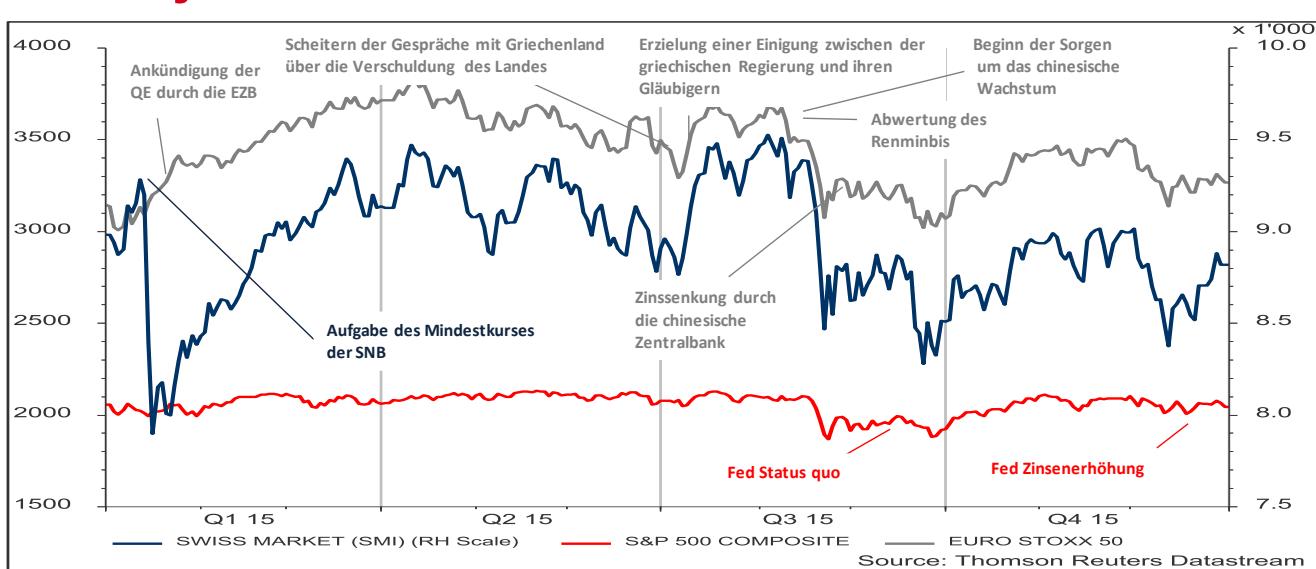
Die Börsenmärkte dürften weltweit im Aufwind bleiben. Die – wenn auch moderate – Erholung und die akkommadierende Politik der Zentralbanken dürften Aktien zugute kommen. Letztere sind noch immer attraktiver als Anleihen, die sich aufgrund extrem niedriger Renditen festgefahren haben.

Allerdings schwächt sich das Potenzial ab, derweil der Trend schrittweiser und unregelmässiger verläuft. Die Unsicherheitsfaktoren für die Konjunktur der Schwellenländer sowie die deflationsbedingt geringe Zunahme der Unternehmensgewinne werden die Volatilität der Börsenkurse vermutlich erhöhen.

Angesichts geringer, ja sogar negativer Renditen sind Anlagen in Anleihen kaum von Interesse.

Um Korrekturen und Überraschungen an den Märkten bestmöglich zu nutzen, ist es unerlässlich, das Wachstum in China und den Deflationsdruck genauestens zu beobachten.

Sitten, 31. Dezember 2015
BCVs Asset Management





Betriebsrechnung gemäss FER26

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Ordentliche und übrige Beiträge und Einlagen	78'573'376.20	79'832'765.40
Beiträge Arbeitnehmer (Sparbeiträge)	52 23'957'038.70	24'287'534.50
Beiträge Arbeitgeber (Sparbeiträge)	52 34'038'075.40	34'474'277.00
Beiträge von Dritten (Sparbeiträge)	1'134'823.70	1'080'968.80
Zusätzliche Beiträge Arbeitnehmer (Risiko)	7'163'689.25	7'302'827.70
Zusätzliche Beiträge Arbeitgeber (Risiko und Spesen)	7'163'689.25	7'302'827.70
Einmaleinlagen und Einkaufsummen	5'116'059.90	5'384'329.70
Eintrittsleistungen	30'314'457.20	28'112'191.21
Freizügigkeitseinlagen	52 28'813'613.11	25'688'545.61
Einlagen für Reserven von Rentnerübernahmen	0.00	22'498.40
Rückzahlungen WEF-Vorbezüge / Scheidung	52 1'500'844.09	2'401'147.20
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	108'887'833.40	107'944'956.61
Reglementarische Leistungen	-23'077'709.07	-25'313'222.50
Altersrenten	-11'374'219.85	-9'481'245.55
Hinterlassenenrenten	-1'341'002.70	-1'132'913.55
Invalidenrenten	-4'011'799.35	-3'882'544.55
Übrige reglementarische Leistungen	-1'134'823.70	-1'080'968.80
Kapitalleistungen bei Pensionierung	-4'377'446.65	-7'862'505.90
Kapitalleistungen bei Tod und Invalidität	-838'416.82	-1'873'044.15
Austrittsleistungen	-68'797'311.34	-103'268'351.48
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt	52 -66'062'751.05	-99'695'628.48
Vorbezüge WEF / Scheidung	52 -2'734'560.29	-3'572'723.00
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	-91'875'020.41	-128'581'573.98
Bildung Vorsorgekapitalien, technische Rückstellungen und Beitragsreserven	-60'783'765.71	2'045'544.33
Bildung Vorsorgekapital Aktive Versicherte	-20'542'216.29	19'687'098.37
Aufwand / Ertrag aus Teilliquidation	5x 0.00	0.00
Bildung Vorsorgekapital Rentner	-28'606'462.13	-185'790.07
Auflösung/Bildung technische Rückstellungen	55 747'179.16	-254'822.57
Verzinsung der Sparkapitalien	-12'382'266.45	-17'200'941.40
Ertrag aus Versicherungsleistungen	137'677.10	0.00
Versicherungsleistungen	137'677.10	0.00
Versicherungsaufwand	-6'248'543.95	-6'210'511.72
Versicherungsprämien	-6'068'261.55	-6'031'546.50
Beiträge an Sicherheitsfonds	-180'282.40	-178'965.22
Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil	-49'881'819.57	-24'801'584.76



		31.12.2015	31.12.2014
		CHF	CHF
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlage		7'371'317.94	66'960'830.10
Flüssige Mittel und Bankguthaben	64	-392'416.39	-55'166.00
Verträge auf Terminwährungen	64	0.00	16'731.45
Obligationen in Festgeldanlagen in CHF	64	428'183.33	8'599'720.08
Obligationen in Fremdwährung	64	-2'505'796.14	7'708'677.05
Aktien Schweiz	64	7'113'674.57	19'266'952.90
Aktien Ausland	64	347'032.22	16'142'798.26
Direkte Immobilienanlagen	64	-336'604.16	4'042'579.84
Immobilienfonds CH + Ausland	64	9'501'548.40	15'948'310.58
Alternativanlagen	64	1'612'542.77	4'516'108.19
Hypotheken	64	477'447.65	-784'380.29
Darlehen an Arbeitgeber		37'916.65	41'666.65
Verwaltungsaufwand auf Vermögenswerte (inkl.TER auf Fonds)		-8'912'210.96	-8'483'168.61
Sonstiger Ertrag	7.6	242'011.88	261'834.22
Ertrag aus erbrachten Dienstleistungen		242'011.88	261'834.22
Sonstiger Aufwand	7.7	-600'186.80	-530'819.90
Zinsen der RETASV-Anlage		-515'537.00	-429'108.00
Verzugszinsen auf Leistungen		-84'649.80	-101'711.90
Verwaltungsaufwand	7.5	-1'141'051.99	-1'290'178.36
Verwaltungsaufwand		-1'141'051.99	-1'290'178.36
Ertragsüberschuss vor Bildung Wertschwankungsreserve		-44'009'728.54	40'600'081.30
Bildung/Auflösung Wertschwankungsreserve	62	44'009'728.54	-40'600'081.30
Aufwandüberschuss (-) / Ertragsüberschuss		0.00	0.00



Bilanz gemäss FER26

		31.12.2015	31.12.2014
		CHF	CHF
AKTIVEN			
Vermögensanlagen		1'178'007'575.54	1'131'288'573.22
Flüssige Mittel und Bankguthaben	6	4'235'574.27	27'498'822.44
Debitoren	6	2'226'815.42	2'658'732.95
Obligationen und Festgeldanlagen in CHF	6	239'588'460.21	245'628'295.88
Obligationen in Fremdwährung	6	111'008'519.47	101'243'468.84
Aktien Schweiz	6	148'890'289.78	143'133'523.07
Aktien Ausland	6	160'815'735.59	146'494'591.68
Direkte Immobilienanlagen	6	126'291'291.30	124'830'546.50
Immobilienfonds CH	6	159'895'466.18	149'319'490.41
Immobilienfonds Ausland	6	41'169'268.16	44'072'110.93
Alternativanlagen	6	168'083'463.90	133'510'146.43
Hypotheken	6	11'251'992.80	11'482'915.20
Anlagen und Darlehen beim Arbeitgeber	6	4'546'528.35	1'407'381.64
Mobiliar und Einrichtung	6	4'170.10	8'547.25
Aktive Rechnungsabgrenzung	7	6'546'608.51	45'974'310.75
Total Aktiven		1'184'554'184.05	1'177'262'883.97
PASSIVEN			
Verbindlichkeiten		40'581'086.31	77'785'106.63
Freizeigigkeitsleistungen und Renten	7	8'485'145.44	48'390'432.21
Andere Verbindlichkeiten	7	32'095'940.87	29'394'674.42
Passive Rechnungsabgrenzung	7	677'350.67	430'655.81
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen		1'050'040'219.82	961'781'865.74
Vorsorgekapital Aktive Versicherte	5.2	756'057'161.72	723'132'678.98
Vorsorgekapital Rentner	5.4	277'109'765.15	221'028'714.65
Technische Rückstellungen	5.5	16'873'292.95	17'620'472.11
Wertschwankungsreserve	5.6	93'245'527.25	137'255'255.79
Stiftungskapital / Freie Mittel		10'000.00	10'000.00
Stand zu Beginn der Periode		10'000.00	10'000.00
Total Passiven		1'184'554'184.05	1'177'262'883.97



Anhang gemäss FER26

1 Grundlagen und Organisation

1.1 Rechtsform und Zweck

PRESV ist eine autonome, privatrechtliche Stiftung. Sie bezweckt die Durchführung der Vorsorge ihrer Mitglieder im Alter, bei Invalidität und bei Tod im Sinne des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge.

1.2 Registrierung BVG und Sicherheitsfonds

PRESV ist im Register der beruflichen Vorsorge eingetragen und ist dem Sicherheitsfonds BVG unterstellt.

1.3 Angabe der Urkunde und Reglemente

	<u>Verabschiedet</u>	<u>Letzte Revision</u>
Stiftungsurkunde & Statuten	13.04.1984	07.11.2014
Vorsorgereglement	01.01.1985	12.12.2013
Reglement WEF-Vorbezüge	01.01.1995	
Anlagereglement	16.12.1996	04.02.2015
- Asset Allocation	16.12.1996	04.02.2015
- Richtlinien Alternativanlagen	Juni 2003	04.02.2015
Reglement Teilliquidation	07.11.2007	
Reglement für die versicherungstechn. Passiven	01.01.2011	13.12.2012
Reglement Gewährung von Hypothekardarlehen	10.05.2007	08.05.2008
Organisationsreglement	09.05.2012	
Letzte versicherungstechnische Expertise	31.12.2013	

1.4 Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung

		<u>Amtsdauer</u>	<u>Vertreter</u>
Präsident			
Hugo Burgener	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitgeber
Vize-Präsident			
De Preux Alain	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitgeber
Mitglieder			
Marcoz Sabine	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitnehmer
Tissières Bernard	Gewerkschaftsvertreter	4 Jahre	Arbeitnehmer
Hugo Olivier	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitnehmer
Buchard Jean-Marc	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitnehmer
Miserez Larpin Virginie	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitnehmer
Borter Ernst	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitnehmer
Venetz Reinhard	Vertreter der Altersheime	4 Jahre	Arbeitnehmer
Ambord Kilian	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitgeber
Schwery Nathalie	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitgeber
Favre Marc-Henri	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitgeber
Vouillamoz Valérie	Vertreterin Soz.med. Zentren	4 Jahre	Arbeitgeber
Chambovay Olivier	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitgeber



Folgende Personen sind für die PRESV-Stiftung zeichnungsberechtigt (Kollektivunterschrift zu zweien):

- Zufferey Christian, Sekretär
- Me Mariétan Fernand, Präsident
- Burgener Hugo, Vize-Präsident

PRESV
Postfach 771
3960 Sierre

Tel. 027/452.35.50
Fax. 027/452.35.51
www.presv.ch

Mail: admin@presv.ch

1.5 Experten, Revisionsstelle, Berater, Aufsichtsbehörde

Experte für die berufliche Vorsorge

- Mercer (Switzerland) SA Hr. Steiger Christophe

Kontrollstelle

- WIDAR Treuhand AG, Brig-Glis Hr. Zumtaugwald Armin

Anlagekommission

- PRESV	Hr. Alain de Preux Hr. Hugo Burgener Hr. Zufferey Christian Hr. Crettaz Jean-Yves	bis 20.02.2015 ab 20.02.2015 Direktor Berichterstatter
---------	--------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

- Berater

UBS Asset Management CS Asset Management BCVs Asset Management Key Investment Services Spital Wallis, Verantwortlicher Buchhaltung Seniorenzentrum Naters, Direktor Spital Wallis, Buchhaltung	Hr. Barras Philippe Hr. Waser Christian Hr. Zufferey Cédric Hr. Wuthrich William und Hr. Augustin André Hr. Hugo Olivier Hr. Venetz Reinhard Hr. Jean-Marc Buchard	bis 20.02.2015 ab 20.02.2015 bis 20.02.2015 ab 20.02.2015
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------

Liegenschaftskommission

Spital Wallis Spital Wallis Spital Wallis Spital Wallis Seniorenzentrum Naters, Direktor Walliser Vereinigung der SMZ Architekt, beratende Stimme PRESV, Direktor PRESV, Stv. Direktorin	Hr. Burgener Hugo Hr. Alain de Preux Hr. Borter Ernst Hr. Buchard Jean-Marc Hr. Venetz Reinhard Frau Vouillamoz Valérie Hr. Papon Eric Hr. Zufferey Christian Frau Lambrigger Sandra	bis 20.02.2015 ab 20.02.2015 bis 20.02.2015 ab 20.02.2015
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------

Personalkommission

Präsident PRESV - Stiftungsrat Spital Wallis Spital Wallis Interprofessionnelle christliche Gewerkschaft PRESV, Direktor	Hr. Burgener Hugo Frau Schwery Nathalie Frau Marcoz Sabine Hr. Tissières Bernard Hr. Zufferey Christian
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Aufsichtsbehörde

Westschweizer Aufsichtsbehörde
Ref. Nr. 304018



1.6 Angeschlossene Arbeitgeber

	31.12.2015	31.12.2014
Aktiven		Aktiven
Spital Wallis	4854	4871
Spital Chablais - Standort Monthey	3	14
SMZ	584	553
Alters- und Pflegeheime	1257	1223
PRESV	12	11
Andere	391	325
Total	7101	6997
wovon unter 25 jährig	377	443
Versicherte, reglementarische Lohnmasse	491'326'174.20	490'918'792.95

2 Aktive Mitglieder und Rentner

2.1 Aktive Mitglieder

	31.12.2015	31.12.2014
Männer	1449	1389
Frauen	5652	5608
Total	7101	6997

2.2 Rentenbezüger

	31.12.2015	31.12.2014
Altersrentner	716	630
Pensionierten-Kinderrenten	11	5
Invalidenrentner	236	236
Invaliden-Kinderrenten	71	72
Witwen-/Witwerrenten	80	70
Waisen	34	30
Total	1148	1043

Der Gesamtbetrag der obigen Renten beläuft sich auf CHF 17'884'512.85.



3 Art der Umsetzung des Zwecks

3.1 Erläuterung des Vorsorgeplans

Das Leistungsprimat wird für die Risikoleistungen angewendet, für die Altersleistungen kommt das Beitragsprimat zur Anwendung.

3.2 Finanzierung, Finanzierungsmethode

Die Gesamtbeiträge belaufen sich auf 14.5%, wovon 6% vom Arbeitnehmer und 8.5% vom Arbeitgeber übernommen werden. Der Arbeitnehmer zahlt 4.5% Spar- und 1.5% Risikobeuräge, der Arbeitgeber bezahlt 7% Spar- und 1.5% Risiko- und Spesenanteil. Die Versicherten können zwischen dem Basisplan und dem Maxiplan auswählen. Beim Maxiplan werden 2.5% mehr Sparbeiträge geleistet.

Wir wenden für die Berechnung der Rentnerreserven einen technischen Zinssatz von 1.5% an.

3.3 Weitere Informationen zur Vorsorgetätigkeit

Seit dem 1. Januar 2005, verwaltet PRESV die RETASV (Stiftung für die vorzeitige Pensionierung).

4 Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze, Stetigkeit

4.1 Änderung von Grundsätzen bei Bewertung, Buchführung und Rechnungslegung

Die Immobilienbewertung basiert auf dem Ertragswert unter Berücksichtigung des Alters der Immobilien. Der Rest der Aktiven wird zum Marktwert bewertet.

PRESV wendet für die Kontoführung die FER26-Richtlinien an.

5 Versicherungstechnische Risiken / Risikodeckung / Deckungsgrad

5.1 Art der Risikodeckung, Rückversicherungen

Der Posten mit den Prämien ist hoch, da die PRESV Ihre Risiken bei der Zurich Versicherung rückversichert hat.



5.2 Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Betragsprimat

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Stand der Sparguthaben am 1. Januar	723'132'678.98	725'618'835.95
Sparbeiträge Arbeitnehmer	23'957'038.70	24'287'534.50
Sparbeiträge Arbeitgeber inkl. RETASV	34'038'075.40	34'474'277.00
Weitere Beiträge und Einlagen	6'245'819.80	6'465'298.85
Freizügigkeitseinlagen	28'813'613.11	25'688'545.61
Einzahlung WEF-Vorbezüge / Scheidung	1'500'844.09	2'401'147.20
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt	-66'062'751.05	-99'695'628.48
Vorbezüge WEF / Scheidung	-2'734'560.29	-3'572'723.00
Auflösung infolge Pensionierung, Tod und Invalidität	-5'215'863.47	-9'735'550.05
Verzinsung des Sparkapitals	12'382'266.45	17'200'941.40
Bewegung während des Zeitraums	32'924'482.74	-2'486'156.97
Total Vorsorgekapital Aktive Versicherte	756'057'161.72	723'132'678.98
Summe der Sparkonten im Mitarbeiterplan	756'057'161.72	723'132'678.98
Total Vorsorgekapital Aktive Versicherte	756'057'161.72	723'132'678.98
Anzahl Sparkonten Aktive Versicherte (ab Alter 25)	6'724	6'554

PRESV legt die Priorität auf die Wiederherstellung der Schwankungsreserve die vom Stiftungsrat aufgrund unser Asset Allocation auf 16.5% festgelegt wurden.

5.3 Summe der Altersguthaben nach BVG

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Altersguthaben nach BVG	345'173'805.00	316'813'949.30
(Schattenrechnung)		
BVG Mindestzinssatz, vom Bundesrat festgelegt	1.75%	2.5% (*)

(*) Gemäss Art. 16, Abs. 2 BVV2, wurde auf den BVG-Anteil für 2014 ein Zins von 2.5% angewendet



5.4 Entwicklung des Deckungskapitals für Rentner

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Stand am 1. Januar	221'028'714.65	195'782'476.90
Sparkonti Neurentner	27'474'588.37	25'060'447.68
Zugeteilte Zinsen	3'339'895.40	4'863'840.20
Auflösung der Rückstellung für die Rentenzahlung	-17'955'521.70	-15'768'496.40
Gewinn aus Überversicherung	-124'672.00	200'305.20
Kosten(+) Gewinn(-) der Rückstellung am 31.12	43'346'760.43	10'890'141.07
Bewegung während des Zeitraums	56'081'050.50	25'246'237.75
Total mathematische Rückstellungen	277'109'765.15	221'028'714.65

5.5 Technische Grundlagen und andere versicherungstechnisch relevante Annahmen

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Rückstellung Änderung der techn. Grundlagen per 1.1	5'515'472.11	3'915'649.54
Auflösung Reserve für die Änderung der techn. Grund	0.00	0.00
Zuteilung des Jahres	2'797'820.84	1'599'822.57
Total Rückstellung Änderung der techn. Grundlag	8'313'292.95	5'515'472.11
Total Technische Rückstellungen per 1.1.	12'105'000.00	13'450'000.00
Auflösung technische Rückstellungen	-3'545'000.00	-1'345'000.00
Total technische Rückstellungen	8'560'000.00	12'105'000.00
Gesamttotal der technischen Rückstellungen	16'873'292.95	17'620'472.11

Die angewendete technische Grundlage seit dem Geschäftsjahr 2013 ist BVG2010. Da die PRESV rückversichert ist, müsste die technische Provision in den nächsten Jahren aufgelöst werden können. Im Einverständnis mit dem PK-Experten, wird diese um 1/10tel pro Jahr gekürzt werden. Die Provision für die Veränderung der technischen Grundlagen wird jedes Jahr mit 0.5% der Altersguthaben der Rentner gespielen.

5.6 Deckungsgrad gemäss Artikel 44 BVV2

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	1'050'040'219.82	961'781'865.74
Wertschwankungsreserve	93'245'527.25	137'255'255.79
Stiftungskapital, Freie Mittel	10'000.00	10'000.00
Mittel zur Deckung der reglmentarischen Verpflichtung	1'143'295'747.07	1'099'047'121.53
Deckungsgrad (Vermögen / zugelte Kapitalien)	108.88%	114.27%



6 Erläuterung der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

	Bilanzwert	CHF	% des Ver- mögens	Asset allocation	Limite BVG %
				Min	Max
Flüssige Mittel und Bankguthaben		6'462'389.69	0.55%	0.00%	15.00% 100.00%
A1-1 Kassa		2'104.95	0.00%		
A1-2 Postcheck		5'766.80	0.00%		
A1-3 Banken		4'227'702.52	0.36%		
A1-4 Debitoren		2'226'815.42	0.19%		
Obligationen und Festgeldanlagen in CHF		239'588'460.21	20.23%	20.00% 45.00%	100.00%
A2-1 Kassaobligationen bei Banken	PD	500'000.01	0.04%		
A2-2 Obligationen und Festgeldanlagen	PD	22'191'807.50	1.87%		
A2-3 Obligationen Ausländische Schuldner in CH	PD	11'221'800.00	0.95%		
A2-4 AF Obligationen Schweiz	FP	205'674'852.70	17.36%		
Obligationen in Fremdwährung		111'008'519.47	9.37%	0.00% 10.00%	30.00%
A3-1 Oblig. Ausländische Schuldner in Fremdw.	PD	7'383'563.85	0.62%		
A3-2 AF Obligationen in Fremdwährung	FP	103'624'955.62	8.75%		
Aktien Schweiz		148'890'289.78	12.57%	5.00% 15.00%	50.00%
A5-1 Aktien Schweiz	PD	68'910'565.92	5.82%		
A5-2 AF Aktien Schweiz	FP	79'829'721.86	6.74%		
A5-2 Dauernde Beteiligung	PD	150'002.00	0.01%		
Aktien Ausland		160'815'735.59	13.58%	5.00% 20.00%	30.00%
A6-1 Aktien Ausland	PD	17'683.40	0.00%		
A6-2 AF Aktien Ausland	FP	160'798'052.21	13.57%		
Alternativanlagen	FP	168'083'463.90	14.19%	0.00% 15.00%	15.00%
A7-1 Alternativ in CHF	PD	68'661'136.02	5.80%		
A7-2 Alternativ in Fremdwährung	FP	18'060'756.29	1.52%		
A7-3 Rohstoffe in Fremdwährung		4'007'322.90	0.34%		
A7-4 Private Equity		26'432'641.10	2.23%		
A7-5 Andere		50'921'607.59	4.30%		
Hypotheken	FP	11'251'992.80	0.95%	0.00% 5.00%	50.00%
Immobilien		327'356'025.63	27.64%	10.00% 30.00%	30.00%
A10-1 Immobilien Direktanlagen (Investitionswert)	PD	155'986'509.27	13.17%		
A10-1 Immobilien Direktanlagen (Amortisation)	PD	-29'695'217.97	-2.51%		
A10-1 Immobilien Direktanlagen (Bilanzwert)		126'291'291.30	10.66%		
A9 Anlagefonds Immobilien Schweiz	FP	159'895'466.18	13.50%		
A9 Anlagefonds Immobilien Ausland	FP	41'169'268.16	3.48%		
Anlagen und Darlehen beim Arbeitgeber	PD	4'546'528.35	0.38%	0.00% 5.00%	5.00%
A11 Anlagen	PD	2'000'000.00	0.17%		
A11-1 Debitoren Mitglieder	PD	2'546'528.35	0.21%		
Mobiliar und Einrichtung	PD	4'170.10	0.00%	-	-
Total Vermögensanlagen		1'178'007'575.54	99.45%		
Aktive Rechnungsabgrenzung		6'546'608.51	0.55%		
Total Aktiven		1'184'554'184.05	100.00%		



6.1 Organisation der Anlagetätigkeit, Anlagereglement

Am Ende jedes Monats wird ein konsolidierter Bericht über die Limiten und erzielten Performance der verschiedenen Anlagekategorien erstellt und den Mitgliedern der Anlagekommission übermittelt. Ein Beschlussprotokoll wird bei jeder Sitzung geführt. Eine systematische Kontrolle bezgl. der Einhaltung der vom Paritätischen Stiftungsrat beschlossenen Limiten wird durch den Berichterstatter durchgeführt.

Sämtliche Dokumente stehen der Anlagekommission sowie den Mitgliedern des Paritätischen Stiftungsrates, Passwort geschützt, zur Verfügung.

6.2 Zielgrösse und Berechnung der Wertschwankungsreserve

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Stand der Wertschwankungsreserve am 1. Januar	137'255'255.79	96'655'174.49
Veränderung zulasten der Betriebsrechnung	-44'009'728.54	40'600'081.30
Wertschwankungsreserve gemäss Bilanz	93'245'527.24	137'255'255.79
Zielgrösse der Wertschwankungsreserve 16.5%	188'643'798.27	181'342'775.05
Reservedefizit bei der Wertschwankungsreserve	95'398'271.02	44'087'519.27

Der Paritätische Stiftungsrat hat ein Wertschwankungsreserveziel von 16.5% festgelegt.

6.3 Laufende (offene) derivative Finanzinstrumente

	Verpflichtungen	Verpflichtungen
	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
<u>Fälligkeit Verträge</u>		
Verkauf 116 Call SMI 8600/ Juni 2016	9'976'000.00	-
Total offene derivative Finanzinstrumente	9'976'000.00	-

Ein Beschlussprotokoll bezgl. Kauf und Verkauf von EUREX-Optionen wird durch den Berichterstatter geführt. (Ebenfalls zugänglich für die Anlagekommission und den Paritätischen Stiftungsrat).

	Verpflichtungen	Verpflichtungen
	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
<u>Termingeschäft</u>		
Verkauf EUR 20 Mio, Fälligkeit 23.03.2016	21'586'000.00	-
Total Termingeschäfte	21'586'000.00	-

Eine Verpfändung von 10 Millionen zu Gunsten der Crédit Suisse und 5 Millionen zu Gunsten der Walliser Kantonalbank wurde für Derivatgeschäfte gewährt.



6.4 Ausübung des Wahlrechts

Seit einigen Jahren, übt die PRESV das Wahlrecht durch die ETHOS-Stiftung aus. Diese erzielte bereits ethischere Erfolge für eine Verwaltung und Verantwortung der Aktiengesellschaften.

Die Liste der Schweizer-Gesellschaften die wir in unserem Portfolio haben sind auf unserer Homepage www.presv.ch aufgelistet sowie die Wahlentscheide bei den Generalversammlungen.

6.4.1 Erläuterung wesentlicher Bestandteile des Netto-Ergebnisses

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Nettoertrag flüssige Mittel in CHF	395.19	29'335.42
Nettoertrag flüssige Mittel in Fremdwährung	-392'811.58	-84'501.42
Saldo Ertrag auf die Devisenverträge	-	16'731.45
Ertrag Obligationen in CHF (ter korrigiert)	428'183.33	8'599'720.08
Ertrag Obligationen in Fremdwährung	-2'505'796.14	7'708'677.05
Ertrag Aktien Schweiz (ter korrigiert)	7'113'674.57	19'266'952.90
Ertrag Aktien Ausland (ter korrigiert)	347'032.22	16'142'798.26
Ertrag direkte Immobilienanlagen (nach Amortisation)	-336'604.16	4'042'579.84
Ertrag Anlagefonds Immobilien	9'501'548.40	15'948'310.58
Ertrag Alternativanlagen (ter korrigiert)	1'612'542.77	4'516'108.19
Ertrag Hypotheken (ter korrigiert)	477'447.65	-784'380.29
Ertrag Darlehen an Mitglieder (Zinsen)	37'916.65	41'666.65
Bruttoertrag der Anlagen vor Spesen	16'283'528.89	75'443'998.71
Verwaltungskosten der Anlagen		
1. Ebene	-1'045'284.64	-1'282'688.66
Total TER-Kosten (Verwaltungskosten, Depotgebühren)	-791'333.81	-687'248.62
Total TTC-Kosten (Courtage, Taxen und Stempelgebühren)	-242'367.53	-570'956.94
Total SC-Kosten (Komitee,)	-11'583.30	-24'483.10
2. Ebene TER (Anlagefonds)	-7'866'926.32	-7'200'479.95
Verwaltungskosten des Vermögens	-8'912'210.96	-8'483'168.61
Nettoertrag der Anlagen	7'371'317.94	66'960'830.10

6.4.2 Verwaltungskosten des Vermögens

6.4.2.1 Summe des Indikators der Anlagekosten

1. Ebene - Einrichtung	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Verwaltungskosten	390'218.17	328'976.73
Depotgebühren	394'160.97	353'420.07
Kontokorrentkosten	6'954.67	4'851.82
Total TER-Kosten	791'333.81	687'248.62
Courtage	118'561.60	231'720.12
Gebühren	36'897.46	26'459.28
Stempelgebühren	86'908.47	312'777.54
Total TTC-Kosten	242'367.53	570'956.94
Übrige Kosten	11'583.30	24'483.10
Total SC-Kosten	11'583.30	24'483.10
Total 1. Kostenebene	1'045'284.64	1'282'688.66



2. Ebene - Kollektivanlagen

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
TER auf Anlagefonds in Obligationen	1'608'635.01	1'478'626.04
TER auf Anlagefonds in Aktien	1'514'064.20	1'612'903.68
TER auf Anlagefonds in Liegenschaften	1'457'609.67	1'363'092.04
TER auf Anlagefonds in Hypotheken	33'024.93	32'504.04
TER auf Anlagefonds gemischt	215'506.48	212'243.48
TER auf Anlagefonds Alternativ	3'038'086.03	2'501'110.68
TER Korrektion auf 1. Ebene	0.00	0.00
Total 2. Kostenebene	7'866'926.32	7'200'479.95

Verbuchte Vermögensverwaltungskosten (transparente Anlagen)

	31.12.2015	31.12.2013
	CHF	CHF
Anlagekosten 1. Ebene	1'045'284.64	1'282'688.66
Anlagekosten 2. Ebene	7'866'926.32	7'200'479.95
Total Vermögensverwaltungskosten	8'912'210.96	8'483'168.61

Liste der nicht-transparenten Anlagen per 31.12.2014

ISIN : Bezeichnung

	Währung	Wert in CHF
KYG2861T1379 : Diapason RICI	CHF	1'366'867.45
XF0040697184 : CS Private Equity Platform S.C.A., SICAR	USD	2'089'982.05
LU0450079289 : Blue Edge (ex MONT BLANC SELECT)	CHF	6'794.79
USD-2187670 : Allweather Strategies II - Side Pocket	USD	22'332.14
QT0160009368 : ALPES 2005 - PRIVATE EQUITY	USD	938'898.01
Total		4'424'874.44

Kostentransparenzquote

Verwaltungskosten in % des Vermögens

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Transparente Anlagen	99.62%	1'173'582'701.10
Nicht-transparente Anlagen	0.38%	4'424'874.44
Total Anlagen		1'178'007'575.54
Verwaltungskosten	0.76%	0.75%
In % der transparenten Kosten	0.76%	0.76%

Damit die Anlagen diversifizieren werden verwendet unsere Stiftung verschiedene Anlagefonds vor allem Alternativfonds welche einen hohen TER aufweisen. Daraus resultieren Verwaltungskosten von 0.91% der durchschnittlich investierten Kapitalien.



6.4.3 Performance des Gesamtvermögens

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Summe aller Aktiven zu Beginn des Geschäftsjahrs	1'177'262'883.97	1'066'834'822.00
Summer aller Aktive am Ende des Geschäftsjahres	1'184'554'184.05	1'177'262'883.97
Durchschnittlicher Bestand der Aktiven (ungewichtet)	<u>1'180'908'534.01</u>	<u>1'122'048'852.99</u>
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlage	<u>7'371'317.94</u>	<u>66'960'830.10</u>
Performance auf dem Gesamtvermögen	0.62%	5.97%

Die FER-Methode beinhaltet keine Kapitalflüsse. Unter Berücksichtigung dieser Kapitalflüsse während dem Jahr, ergibt sich eine Nettoleistung nach Amortisation der Liegenschaften von 0.62%.

6.4.4 Rendite der direkten Immobilienanlagen

<u>Erstellte Immobilien</u>	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Kaufpreis	139'491'994.52	138'430'824.82
Betrag der Amortisation	-28'901'994.52	-23'717'982.02
Bilanzwert	110'590'000.00	114'712'842.80
Mieterträge	6'492'671.55	6'403'738.15
./. Unterhalts- und Reparaturkosten	-804'944.41	-1'052'153.99
./. Versicherungen und Steuern	-95'671.70	-80'912.65
./. Werbung	-213'128.65	-181'143.20
./. Verwaltungskosten	-132'617.20	-31'500.05
./. Debitorenverluste	0.00	-96'626.05
Nettoertrag der erstellten Immobilien	5'227'654.29	4'961'402.21
	4.73%	4.33%
./. Wertanpassung des laufenden Jahres	-5'184'012.50	-602'256.02
Nettoertrag nach Wertanpassung	43'641.79	4'359'146.19

Der Wert der Immobilien wird auf den Ertragswert jeder Liegenschaft berechnet und dann durch den Aktualisierungszinssatz multipliziert der in unserem Anlagereglement definiert ist.



<u>Grundstücke und Immobilien im Bau</u>	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Kaufpreis	15'841'811.05	9'847'699.35
Betrag der Amortisation	-793'223.45	-382'699.35
Bilanzwert	15'048'587.60	9'465'000.00
Mieterträge	30'000.00	34'800.00
./. Unterhaltskosten	-5'401.30	-2'089.25
Nettoertrag der nicht erstellten Immobilien	24'598.70	32'710.75
./. Wertanpassung des laufenden Jahres	-410'524.10	-357'905.00

Die Valorisationstabelle der Immobilien beginnt mit einer notwendigen Bruttorendite von 5 % ab dem 1. Jahr und endet mit einer notwendigen Bruttorendite von 12.83% nach 50 Jahren. Diejenigen Liegenschaften welche sich im Bau befinden, als auch die Grundstücke werden aufgewertet um die Negativfolgen der Bewirtschaftung des ersten Jahres zu minimieren da eine Rendite von 5% heutzutage sehr schwierig zu erzielen ist.

Für die Valorisation berücksichtigen wir 2X den Betrag der theoretischen Rendite und 1X die erzielte Rendite. Leider haben die realisierten Renditen abgenommen, was wiederum eine Auswirkung auf die Valorisation unserer Immobilie hatte.

<u>Installation Photovoltaikanlage</u>	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Kaufpreis	652'703.70	652'703.70
./. Wertanpassung des laufenden Jahres	-	-
Bilanzwert	652'703.70	652'703.70
Produktionseinnahmen	16'902.95	12'518.35
+ KEV	n/a	n/a
./. Spesenabrechnung	-3'487.20	-3'890.45
./. Amortisation	-	-
Total Nettoertrag	13'415.75	8'627.90

Für die Photovoltaikanlagen werden wir noch die Bezahlung der KEV erhalten. Diese werden ab dem 5. Produktionsjahr auf 20 Jahre amortisiert.

<u>Total de l'immobilier en direct</u>	31.12.2015	31.12.2014
Kaufpreis	155'986'509.27	148'931'227.87
./. Wertanpassung des laufenden Jahres	-29'695'217.97	-24'100'681.37
Bilanzwert	126'291'291.30	124'830'546.50
Mieterträge	6'522'671.55	6'438'538.15
./. Unterhalts- und Reparaturkosten	-809'735.61	-1'052'640.89
./. Übrige Kosten	-390'181.90	-390'181.90
./. Wertanpassung des laufenden Jahres	-5'598'023.80	-964'051.47
Total Nettoertrag der Immobilien	-275'269.76	4'031'663.89



6.5 Erläuterung der Anlagen beim Arbeitgeber und der Arbeitgeber-Beitragsreserve

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Zinsertrag (netto) auf den Kontokorrenten	4'546'528.35	1'407'381.64
Anlagen und Darlehen beim Arbeitgeber	4'546'528.35	1'407'381.64

Diese Forderungen entsprechen den von den Arbeitgebern geschuldeten Beiträgen für die 12. und 13. Periode, respektive bis die definitive Schlussabrechnung erstellt werden kann. Diese werden jeweils anfangs Jahr beglichen.

Wir haben keine Darlehen an Arbeitgeber per 31.12.2015, aber es existiert ein Darlehensvertrag Cash Management mit dem Spital Wallis (Limite von 20 Millionen) damit wir für unsere flüssigen Mittel die Negativzinsen von -0.75 auf dem Bankkonto minimieren können.

7 Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und der Betriebs-rechnung

7.1 kurzfristige Schuldner

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
ESTV Verrechnungssteuer	1'668'072.12	2'216'330.96
Mitglied-Debitoren (der Beöhrde gemeldet)	34'388.85	0.00
Mieter-Debitoren (wiederverrechenbare Kosten)	465'445.80	419'323.69
Mieter-Debitoren (Mieten + Unterhalt)	58'908.65	23'078.30
Sonstige Debitoren	0.00	0.00
Debitoren Hypotheken	0.00	0.00
Total kurzfristige Schuldner	2'226'815.42	2'658'732.95

Die hauptsachlichen Posten der kurzfristigen Schuldner sind: Quellensteuer und die fakturierbaren Kosten der Mieter die in der Abrechnung der Liegenschaften übernommen werden.

7.2 Aktive Rechnungsabgrenzungen

Aufgelaufene Zinsen	483'340.32	792'559.35
Transitorische Aktiven	6'063'268.19	45'181'751.40
Total aktive Rechnungsabgrenzung	6'546'608.51	45'974'310.75

Die Proportion der Obligationen sowie das sinkende Zinsniveau im Jahr 2015 führen zur Differenz der aufgelaufenen Zinsen von CHF 309'219.03 gegenüber dem Jahr 2014. Die Prämie der Rückversicherung für das Jahr 2016 wurde in den transitorischen Aktiven verbucht.



7.3 Schulden

Zu zahlende Freizeitgigkeitsleistungen	8'494'276.34	48'378'272.76
Zu zahlende Renten	-9'130.90	12'159.45
Total der zu zahlenden Leistungen	8'485'145.44	48'390'432.21
Vorschuss Prämie Weiterführung Versicherung	15'844.80	21'676.40
Kontokorrent RETASV	2'223.62	39'090.52
RETASV-Anlage bei der PRESV	30'210'000.00	27'890'000.00
Vorschuss NK Mieter und Andere	422'206.00	424'081.00
Lieferanten und Bauschuldner	1'057'726.10	686'500.05
Renovationsfonds Ovronnaz - Cascade A	364'857.40	324'159.75
Quellensteuer	23'082.95	9'166.70
Andere Schulden	32'095'940.87	29'394'674.42
Total der Schulden	40'581'086.31	77'785'106.63

7.4 Passive Rechnungsabgrenzungen

Zum voraus bez. Beiträge (Weiterführung der Vers.)	2'416.20	11'005.91
Transitorische Passiven	674'934.47	419'649.90
Total passive Rechnungsabgrenzung	677'350.67	430'655.81

Die transitorischen Passiven setzen sich hauptsächlich aus den zu zahlenden Kosten zusammen, die anfangs 2015 bezahlt werden. Der Hauptbetrag ist der Beitrag an den Sicherheitsfonds.



7.5 Verwaltungsaufwand

7.5.1 Löhne und Soziallasten

	31.12.2015 CHF	31.12.2014 CHF
Löhne	769'139.62	800'872.68
Soziallasten	132'333.96	126'386.55
Total Löhne und Soziallasten	901'473.58	927'259.23

7.5.2 Verwaltungsaufwand

Bürokosten	84'752.31	107'476.44
Miet- und Ausstattungskosten	346'294.00	362'593.79
Amortisation Mobiliar und Ausstattung	9'032.55	109'500.30
Büro- und Ausstattungskosten	440'078.86	579'570.53

7.5.3 Kosten PRESV-Organe

Spesen Stiftungsrat	102'545.60	85'894.15
Spesen Revisionsstelle	54'784.00	85'894.15
Aufsichtsbehörde	16'716.00	85'894.15
Kosten der PRESV-Organe	174'045.60	157'300.15

7.5.4 Verwaltungskosten

Anrechnung für Vermögensverwaltung	-128'298.05	-128'337.55
Anrechnung für Liegenschaftsverwaltung	-246'248.00	-245'614.00
Anrechnung für RETASV-Verwaltung	-374'546.05	-373'951.55
Total Anrechnungen		
Total Verwaltungskosten Pensionskasse	1'141'051.99	1'290'178.36

Die Löhne wurden im Zusammenhang mit der Immobilienverwaltung bei den Immobilienresultaten verbucht. Der Verwaltungsaufwand entspricht 0.09% unseres Vermögens und entspricht ca. CHF 140.-- pro Versicherte.



7.6 Andere Einnahmen

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Fakturation WEF-Vorbezüge	10'119.72	14'283.52
Gewinne / Verluste auf Leistungen	223'317.85	223'582.20
Verzugszinsen auf Mitgliederrechnungen	8'574.31	23'968.50
Total andere Einnahmen	242'011.88	261'834.22

Es wird 0.33% vom Betrag der WEF-Vorbezüge für Wohneigentum fakturiert, zusätzlich zu den effektiven Kosten. Bei einem Todesfall eines ledigen Versicherten, ohne Kinder, verbleibt die Hälfte der Freizügigkeitsleistung in der Pensionskasse.

Bei verspäteter Zahlung der Akonti werden unseren Mitgliedern Verzugszinsen in Rechnung gestellt.

7.7 Andere Kosten

	31.12.2015	31.12.2014
	CHF	CHF
Verzugszinsen auf Austritte	-84'649.80	-101'711.90
Zinsen auf RETASV-Anlage	-515'537.00	-429'108.00
Total andere Kosten	-600'186.80	-530'819.90

Beim Austritt eines Versicherten und falls das Datum des Austritts nicht mit dem effektiven Auszahlungsdatum übereinstimmt werden Verzugszinsen ausbezahlt. Die RETASV-Anlagen wurden zu 1.75% verzinst.

8 Anfragen der Aufsichtsbehörde

Keine.

9 Weitere Informationen mit Bezug auf die finanzielle Lage

9.1 Besondere Geschäftsvorfälle und Vermögens-Transaktionen

Keine.

9.2 laufender Rechtsstreit

Das Verfahren gegen die ehemaligen Geschäftsführer der Hypotheka Stiftung läuft weiterhin. Unsere Interessen werden von RA Rebord Jean-Yves vertreten. Es wurden tiefere Zinsen mit gewissen Hypothekardebitoren verhandelt.

10 Ereignisse nach Bilanzstichtag

Keine.



An den Stiftungsrat der
PRESV
Vorsorgestiftung
des Walliser
Gesundheitssektors
S i d e r s

Bericht der Revisionsstelle zur Jahresrechnung

Als Revisionsstelle haben wir die beiliegende Jahresrechnung der PRESV Vorsorgestiftung des Walliser Gesundheitssektors, bestehend aus Bilanz, Betriebsrechnung und Anhang, für das am 31.12.2015 abgeschlossene Geschäftsjahr 2015 geprüft.

Verantwortung des Stiftungsrates

Der Stiftungsrat ist für die Aufstellung der Jahresrechnung in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften, der Stiftungsurkunde und den Reglementen verantwortlich. Diese Verantwortung beinhaltet die Ausgestaltung, Implementierung und Aufrechterhaltung einer internen Kontrolle mit Bezug auf die Aufstellung einer Jahresrechnung, die frei von wesentlichen falschen Angaben als Folge von Verstößen oder Irrtümern ist. Darüber hinaus ist der Stiftungsrat für die Auswahl und die Anwendung sachgemässer Rechnungslegungsmethoden sowie die Vornahme angemessener Schätzungen verantwortlich.

Verantwortung des Experten für berufliche Vorsorge

Für die Prüfung bestimmt der Stiftungsrat neben der Revisionsstelle einen Experten für berufliche Vorsorge. Dieser prüft periodisch, ob die Vorsorgeeinrichtung Sicherheit dafür bietet, dass sie ihre Verpflichtungen erfüllen kann und ob die reglementarischen versicherungstechnischen Bestimmungen über die Leistungen und die Finanzierung den gesetzlichen Vorschriften entsprechen. Für die versicherungstechnische Risiken notwendigen Rückstellungen ist der aktuelle Bericht des Experten für berufliche Vorsorge nach Artikel 52e Absatz 1 BVG in Verbindung mit Artikel 48 BVV 2 massgebend.

Verantwortung der Revisionsstelle

Unsere Verantwortung ist es, aufgrund unserer Prüfung ein Prüfungsurteil über die Jahresrechnung abzugeben. Wir haben unsere Prüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den Schweizer Prüfungsstandards vorgenommen. Nach diesen Standards haben wir die Prüfung so zu planen und durchzuführen, dass wir hinreichende Sicherheit gewinnen, ob die Jahresrechnung frei von wesentlichen falschen Angaben ist.

Eine Prüfung beinhaltet die Durchführung von Prüfungshandlungen zur Erlangung von Prüfungsnachweisen für die in der Jahresrechnung enthaltenen Wertansätze und sonstigen Angaben. Die Auswahl der Prüfungshandlungen liegt im pflichtgemässen Ermessen des Prüfers. Dies schliesst eine Beurteilung der Risiken wesentlicher falscher Angaben in der Jahresrechnung als Folge von Verstößen oder Irrtümern ein. Bei der Beurteilung dieser Risiken berücksichtigt der Prüfer die interne

Kontrolle, soweit diese für die Aufstellung der Jahresrechnung von Bedeutung ist, um die den Umständen entsprechenden Prüfungshandlungen festzulegen, nicht aber um ein Prüfungsurteil über die Wirksamkeit der internen Kontrolle abzugeben. Die Prüfung umfasst zudem die Beurteilung der Angemessenheit der angewandten Rechnungslegungsmethoden, der Plausibilität der vorgenommenen Schätzungen sowie eine Würdigung der Gesamtdarstellung der Jahresrechnung.



Wir sind der Auffassung, dass die von uns erlangten Prüfungsnachweise eine ausreichende und angemessene Grundlage für unser Prüfungsurteil bilden.

Prüfungsurteil

Nach unserer Beurteilung entspricht die Jahresrechnung für das am 31.12.2015 abgeschlossene Geschäftsjahr dem schweizerischen Gesetz, der Stiftungsurkunde und den Reglementen.

Berichterstattung aufgrund weiterer gesetzlicher und anderer Vorschriften

Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen an die Zulassung (Art. 52b BVG) und die Unabhängigkeit (Art. 34 BVV 2) erfüllen und keine mit unserer Unabhängigkeit nicht vereinbaren Sachverhalte vorliegen.

Ferner haben wir die weiteren in Art. 52c Abs.1 BVG und Art. 35 BVV 2 vorgeschriebenen Prüfungen vorgenommen. Der Stiftungsrat ist für die Erfüllung der gesetzlichen Aufgaben und die Umsetzung der statutarischen und reglementarischen Bestimmungen zur Organisation, zur Geschäftsführung und zur Vermögensanlage verantwortlich.

Wir haben geprüft, ob

- die Organisation und die Geschäftsführung den gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen entsprechen und ob eine der Grösse und Komplexität angemessene interne Kontrolle existiert;
- die Vermögensanlage den gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen entspricht;
- die Alterskonten den gesetzlichen Vorschriften entsprechen;
- die Vorkehren zur Sicherstellung der Loyalität in der Vermögensverwaltung getroffen wurden und die Einhaltung der Loyalitätspflichten sowie die Offenlegung der Interessenverbindungen durch das oberste Organ hinreichend kontrolliert wird;
- die vom Gesetz verlangten Angaben und Meldungen an die Aufsichtsbehörde gemacht wurden;
- in den offen gelegten Rechtsgeschäften mit Nahestehenden die Interessen der Vorsorgeeinrichtung gewahrt sind.

Wir bestätigen, dass die diesbezüglichen anwendbaren gesetzlichen, statutarischen und reglementarischen Vorschriften eingehalten sind.

Wir empfehlen, die vorliegende Jahresrechnung zu genehmigen.

WIDAR TREUHAND AG

Armin Zumtaugwald
Zugelassener Revisionsexperte
Leitender Revisor

Yann Stucky
Zugelassener Revisionsexperte

Brig-Glis, 20. Mai 2016

